

d'Lëtzeburger **Land**

WELT

Unabhängige Wochenzeitung für Politik,
Wirtschaft und Kultur

#18 64. Jahrgang 5. Mai 2017



5 453000 174663



3,50€

C'est bien d'en avoir parlé

Le débat sur « l'évolution des médias et la qualité de la presse » aura lieu mardi. Après que le gouvernement a créé des faits accomplis

Äddi a Merci?

Die Bil soll zum Verkauf stehen, ein Verkaufspreis von 1,5 Milliarden Euro käme einer Wertverdopplung innerhalb von sechs Jahren gleich

Plan Polfer

La Ville de Luxembourg s'est dotée d'un nouveau PAG – le millier de réclamations donne à voir les contours d'une nouvelle classe de rentiers fonciers

Photo: Sven Becker

Vendredi dernier, la Ville de Luxembourg s’est dotée d’un nouveau PAG. Le millier de réclamations donne à voir les contours d’une nouvelle classe de rentiers fonciers



Les cinq sixièmes du conseil échevinal DP-Déi Gréng de la Ville de Luxembourg

Bernard Thomas

En un mois, durant l’été 2016, 1 088 réclamations se sont accumulées dans les services de la Ville de Luxembourg. Elles concernent le nouveau Plan d’aménagement général (PAG) et les Plans d’aménagement particuliers (PAP) « quartiers existants ». La liste des plaignants permet de mesurer le degré de concentration du patrimoine foncier. On y retrouve principalement des familles issues de la *Stater* notabilité au capital d’ancrage élevé, souvent liées à la place financière via les grands cabinets d’avocats luxembourgeois comme Elvinger Hoss Prussen. Par atavisme terrien, la bourgeoisie luxembourgeoise préfère l’immobilier local aux produits internationaux commercialisés par sa place financière. D’après une étude de la Banque centrale du Luxembourg, le patrimoine des vingt pour cent de Luxembourgeois les plus riches n’est composé qu’à douze pour cent d’« avoirs financiers ». Par rapport aux pays voisins, c’est très peu. Ainsi, la part des « financial assets » dans la richesse du quintile supérieur est de 24 pour cent en France et de 29 pour cent en Belgique.

Parmi les plaignants, on retrouve évidemment les promoteurs immobiliers avec, à leur tête, le groupe Giorgetti et le fonds Olos, qui ont formulé des réclamations portant en tout sur une soixantaine de parcelles. Le Sud de la Ville est divisé en deux par la route d’Esch : du côté de Cessange, c’est le territoire des frères Giorgetti ; du côté de Gasperich, c’est celui du duo brouillé Becca-Lux. Dans la liste des plaignants, on croise également des promoteurs plus discrets, qui n’ont pas pignon sur rue. Ainsi les frères Weidert se sont-ils plaints des classements, qu’ils jugent trop restrictifs, touchant aux 119, 121 et 123 avenue de la Faïencerie, au 13-15 avenue de la Liberté, au 27-29 allée Scheffer ou encore aux 16, 18, 20 et 22 montée de la Pétrusse.

Puis arrivent les sociétés internationales historiquement implantées en Ville : RTL-Group (via sa holding immobilière Media Properties), Arcelor-Mittal (pour ses terrains à Dommeldange et à Beggen), mais aussi des familles comme les Scholer (Monopol), les

Le PAG est une concession tardive aux *Bildungsbürger* qui s’émeuvent de la destruction du patrimoine bâti

Kontz (anciens concessionnaires de BMW) ou les Libens-Reiffers (qui se plaignent du classement d’une trentaine de leurs cafés en Ville). Enfin, le cabinet Schiltz & Schiltz, dont l’ancien ministre CSV Jean-Louis Schiltz est un des principaux associés, intervient au nom de Lafayette SA (« la plate-forme de gestion du portefeuille immobilier du groupe commercial de l’Archevêché »), de Maria Rheinsheim SA (propriétaire de la résidence épiscopale et du Centre Convict), du Grand Séminaire et des Franciscaines de la Miséricorde. Dans ce lucratif commerce des doléances, ce fut le cabinet d’avocats Krieger Associates qui aura capté le plus de parts de marché (46 réclamations), devant Baden Loos Reinard (38), Elvinger Dessoy Dennewald (25), Schiltz & Schiltz (21) et Nova Law (13).

D’après la *Luxembourg Wealth Study*, les biens immobiliers autres que la résidence principale – c’est-à-dire ceux dont on peut tirer une rente locative – sont les plus inégalement répartis : les dix pour cent de Luxembourgeois les plus riches en détiendraient plus de 80 pour cent. Mais au-delà des dynamiques historiques de l’accumulation, la prédominance des « al agesiess Familljen » parmi les réclamants s’explique par une conscience aiguë de l’enjeu que présente un nouveau PAG pour leurs intérêts financiers. Ils ont eu raison de réclamer : sur les 869 plaintes soumises, 690 furent tranchées en leur faveur.

Vendredi dernier, lors du débat sur le PAG, la conseillère chrétien-sociale Isabel Lima-Wiseler prononça un truisme en remarquant qu’en temps de précampagne, il serait plus facile de donner raison aux électeurs. Face au *Land*, Lydie Polfer se défend du reproche d’avoir entamé sa pré-campagne électorale via les dizaines de séances de doléances : « C’est une *béiswëlleg Ennerstellung*. Comme si moi, j’avais décidé toute seule ! En réalité, tous les dossiers ont été analysés en commission, par les échevins, le bureau d’études Zeyen+Baumann et par nos services. Si on mène une discussion, il faut admettre que les gens puissent avoir raison, sinon c’est un dialogue de sourds. » (Les plaintes déposées par des tiers, c’est-à-dire non-propriétaires de l’immeuble ou de la parcelle visés par le PAG, ont été en principe rejetées, précise la bourgmestre.)

Mais dans un micro-État où 84,5 pour cent des nationaux sont propriétaires, un nouveau PAG a des implications politiques évidentes. A fortiori dans une capitale où à peine un tiers des habitants est inscrit sur les listes électorales. Alors que les non-Luxembourgeois (majoritairement locataires) n’ont quasiment aucun poids électoral, celui de la minorité luxembourgeoise (majoritairement propriétaires) est démesuré. Ce rapport des forces ne risque pas de changer prochainement. À la fin mars, sur un total de 80 788 non-Luxembourgeois que compte la Ville, à peine 4 500 personnes s’étaient inscrites sur les listes électorales. Politiquement, les immigrés restent donc cantonnés aux marges et les expats dans une forme d’extraterritorialité, renforcée par le fait que 46 pour cent des enfants de la Ville sont inscrits dans des écoles non-communales (privées ou européenne). L’élection communale se jouera donc largement dans un entre-soi anachronique et figé, c’est-à-dire entre les 29,2 pour cent de Luxembourgeois. Elle se décidera probablement dans les quartiers où les autochtones sont les plus nombreux : à Cents (50,7 pour cent de Luxembourgeois), Hamm (44,9), Cessange (37,5) et à Gasperich (36,43).

Dès son élection-surprise à la mairie en 2011, Xavier Bettel (DP), qui s’intéresse peu aux technicités et aux détails des dossiers politiques, avait délégué la gestion du PAG à sa prédécesseure et protectrice. Après le plan Stübben (1901), Vago (1967) et Joly (1991), le nouveau PAG restera attaché au nom de Lydie Polfer. Maire avec intermittences depuis 1982, elle aura géré le PAG en mode micro-management. Lors de 44 réunions, structurées selon les thèmes et quartiers, la maire et les échevins reçurent un à un les plaignants. Ces auditions, auxquelles se pressaient des privés tentant tant bien que mal de plaider leur cas et des promoteurs entourés de leurs avocats, duraient entre cinq et vingt de minutes selon le degré de complexité du dossier.

Chacune des 1 088 décisions aura un impact, notamment sur les plus-values futures. Un minuscule rehaussement ou rabaissement du CUS (coefficient d’utilisation du sol), du COS (coefficient d’occupation du sol) ou du CSS (coefficient de scellement du sol) se calculera *cash*. Pour les grands projets immobiliers, toute une chaîne de valeur est concernée ; les classements engageant indirectement les banques systémiques luxembourgeoises dont les crédits aux promoteurs sont assurés par la valeur des terrains de ceux-ci. Pour booster les procédures, la Ville a désigné sa première « zone d’urbanisation prioritaire ». Elle a choisi des parcelles situées à Cessange et développées par le groupe Giorgetti. Sur ce terrain, un PAP devra être élaboré dans les six prochaines années. La commune et le promoteur se mettent ainsi sous pression : S’ils échouent, le terrain sera reclassé en « zone d’aménagement différé » et retombera dans les limbes des procédures administratives. Apparemment, le promoteur a pleine confiance dans l’appui de la commune ; il n’a en tout cas pas déposé de réclamation sur ce classement.

Vendredi dernier, lors du vote du nouveau PAG, on pouvait s’étonner à quel point la maire Lydie Polfer dominait les débats. Pour les conseillers, c’était le retour à l’école. La maire gronda – sans les nommer – ceux parmi les membres de la Commission du développement urbain qui avaient chômé durant les seize réunions portant sur le PAG. Puis elle fustigea le socialiste Marc Angel pour sa « formidable incohérence », distribua de bonnes notes à François Benoy (Déi Gréng) et expliqua gentiment à la chrétienne-sociale Isabel Wiseler-Lima les détails du dossier. L’impression qui se dégageait du conseil communal était celle d’une opposition passablement dépassée par la technicité du dossier.

Presque la moitié des réclamations concernaient le classement en « zone d’habitation 1 » (hab-1). Sur le PAG, des rues entières en ont pris la couleur jaune clair. Cette affectation définissait les bâtiments en « maisons unifamiliales » et en interdisait la division en plusieurs appartements. La mesure semblait d’une stupéfiante radicalité ; elle aurait fait chuter la valeur de milliers de maisons. Sous la pression de plusieurs centaines de propriétaires, la majorité DP-Déi Gréng s’est rapidement rétractée, évoquant une « inadéquation des services » qui auraient ignoré que certaines maisons, qui avaient été présumées unifamiliales, étaient en fait plurifamiliales, car subdivisées en plusieurs appartements. Dans la version retravaillée du PAG, une maison classée en « hab-1 » pourra donc accueillir une unité d’habitation par étage, à condition que celle-ci mesure au moins 52 mètres carrés. Marc Angel craint des « abus » : « Les promoteurs vont transformer beaucoup de maisons unifamiliales, surtout dans les ensembles sensibles et protégés où ils ne pourront démolir ». Mais, d’ores et déjà, le désarroi des milliers de stagiaires et de juniors face au manque de studios fait foisonner le marché peu régulé des colocations. Cet afflux se mesure dans la

durée de résidence moyenne dans la Ville de Luxembourg : en dix ans, elle a chuté de 16,5 ans à 6,3 ans.

Le collège échevinal accorda un bonbon électoral aux habitants de la rue des Muguets au Kirchberg. Bordée de villas et de bungalows, cette ruelle court en parallèle à l’avenue Kennedy, dont le côté actuellement en friche sera bientôt occupé d’ensembles denses destinés aux logements sociaux et à prix abordables et pouvant atteindre par endroits une dizaine d’étages. Le tout sera surplombé par « Infinity Living », une tour d’habitation de 104 mètres de haut, principalement réservée à une clientèle HNW. La rue des Muguets avait été classée en « hab-1 », provoquant l’ire des riverains, dont certains gardaient en mémoire les expropriations de leurs terrains par le Fonds Kirchberg il y a un demi-siècle. La commune fit marche arrière et reclassa la rue des Muguets en « hab-2 » permettant ainsi des constructions de résidences d’une hauteur de 11,5 mètres. C’est une invitation aux anciens du Kirchberg à s’adapter à leur environnement urbain et à faire le grand *cash-out*, en vendant leur maison.

Le nouveau PAG n’est pas très téméraire (*d’Land* du 17 juin 2016). En amont, une décision stratégique avait été prise : Le domaine constructible ne sera pas élargi. La Ville devra donc densifier « de l’intérieur vers l’extérieur » au sein du périmètre existant, sur les 500 hectares qui y restent disponibles. Le « Plan Polfer » restera comme celui de la protection du patrimoine et du parcellaire. (Guy Foetz, le conseiller de Déi Lénk, parlera d’une « économie des façades ».) Il est interdit de raser deux unités classées « hab-1 » pour en faire une grande résidence. Déjà en 2014, sans faire trop de vagues, la majorité avait reclassé des milliers de bâtiments en secteur protégé ou sensible (une version plus *soft* de protection du patrimoine). Désormais, 7 100 bâtiments sur les quelque 20 000 que compte la Ville sont protégés à des degrés divers ; sur environ un tiers des maisons, les droits du propriétaire ont donc été limités. C’est une concession tardive aux *Bildungsbürger* qui, depuis des décennies, se lamentaient – sans grands succès juridiques ou politiques – de la disparition de leur Ville. (Et qui, souvent, abordent les questions d’urbanisme sous l’angle esthétique plutôt que social.) Au sein de l’aile libérale du DP où, dans l’absolu, on préfère laisser libre cours aux forces du marché, le réalignment de Lydie Polfer sur le *Zeitgeist* n’a pas manqué de faire grincer quelques dents.

Sur les cinq conseillers CSV, seuls deux ont fini par voter « non ». « Retenu par une autre obligation », Laurent Mosar ne fera qu’une courte apparition au Knuedler et ne sera pas présent au moment du vote. Claudine Konsbruck et Martine Mergen s’abstiendront, puisqu’un membre de leur famille se trouvait parmi les réclamants au PAG. Côté LSAR, l’avocat Tom Krieps dut s’abstenir, parce que le terrain d’un de ses clients avait été reclassé. Mais l’abstention la plus cocasse fut celle du conseiller Claude Radoux (DP). Il avait déposé une plainte contre le classement de son domicile privé décidé par sa propre majorité politique. Après des années de travaux, les édiles étaient hantés par le risque du conflit d’intérêts et du vice de forme. Le ministère de l’Intérieur avait rappelé à chacun des conseillers les règles légales, qui sont drastiques : Interdiction de voter et même d’être présent aux délibérations « sur des objets auxquels [le membre du corps communal] a un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d’affaires ou fondé de pouvoir ou auxquels ses parents ou alliés jusqu’au troisième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct ». Tentant de calmer les conseillers, la bourgmestre leur avait expliqué dans un courriel : « Le fait d’être simplement propriétaire de biens immobiliers sur le territoire de la Ville ne constitue pas un conflit d’intérêt ».



Les conseillers communaux peu avant le vote sur le nouveau PAG





photo: Christof Weber
rosedelaire.lu

MAM VÉLO OP D'SCHAFF ODER AN D'SCHOUL

10. EDITION UN
15.05 - 31.07

WIN GREAT PRIZES

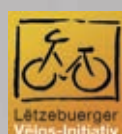


REGISTER NOW!
MVOS.LU
#MVOS2017
#MVOS365

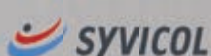
Avec le soutien de:



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures
Département des transports



Partenaires:



En collaboration avec:



Sponsorisé par:



Leitartikel

Akademisches Management

Romain Hilgert

Nach dem überraschenden Rücktritt des Aufsichtsratsvorsitzenden vergangenes Jahr verlässt nun auch der Rektor die Universität. Ihm war von Anfang an Desinteresse und Entscheidungsunfähigkeit vorgeworfen worden, schon im Zusammenhang mit dem Umzug nach Belval. Doch so lange die staatlichen Mittel flossen, schien manchen Beteiligten ein wenig Führungsschwäche gar nicht ungelegen zu kommen.

Als in den vergangenen Monaten die fehlende Haushaltsplanung jedoch durch Sparmaßnahmen ersetzt werden sollte, spitzte sich der Streit zu und wurde dazu nach außen getragen. Die Regierung und der *Conseil de gouvernance* stellten den Rektor schließlich unter die Zwangsverwaltung von Unternehmensberatern, und ab dann gab es kein Zurück mehr.

Die Regierung verweist auf die Autonomie der Universität, um jede Verantwortung für deren Krise von sich zu weisen. Gleichzeitig legte sie einen Reformentwurf vor, der als Reaktion auf die Mängel des Rektors die Kompetenzen des Amtes zurückstutzt. Denn unabhängig von der persönlichen Verantwortung des Rektors, der, wie mancher anderer mit hohen Bezügen aus dem Ausland angelockte Professor, Schwierigkeiten hatte, sich mit einer sehr jungen, sehr kleinen Universität in einem sehr kleinen Land zu identifizieren, haben deren Schwierigkeiten sicher auch mit dem politischen Auftrag zu tun, den sie zu erfüllen hat.

Die Universität Luxemburg steht nicht alleine da mit ihren Schwierigkeiten. Weltweit kämpfen große und traditionsreiche Universitäten damit, dass ihre Lehre eine wachsende Zahl verzweifelt auf den Arbeitsmarkt drängende Studenten so schnell und so billig, wie die Bologna-Regeln es vorschreiben, ausbilden und diplomieren müssen. Gleichzeitig soll ihre Forschung ein flexibel abrufbarer Zuliefererbetrieb für die Privatwirtschaft im internationalen Wettbewerb der Produktionsstandorte sein. Neben Forschung und Lehre heißt der neue Auftrag der *Almae Matres* Drittmittelbeschaffung, das Schlangestehen um Zuschüsse öffentlicher und privater Sponsoren mit diesen genehmen Projekten. Oberstes Ziel ist nicht der Fortschritt des menschlichen Wissens, sondern der *Ranking* genannte Wettbewerb zwischen den Universitäten.

Für altherwürdige Universitäten, die sich im Laufe der Jahrhunderte mühsam aus der Obhut der Kirche befreien, stellt es oft eine große Umstellung dar, sich nun in eine neue Obhut zu begeben. Von dieser Tradition ist die erst 2003 gegründete Universität Luxemburg unbelastet. So dass die verschiedenen christlich-sozialen und liberalen Hochschulminister keine Hemmungen verspüren mussten, um sie vorbehaltlos in den Dienst des Staats und der Privatwirtschaft zu stellen: Zur gleichen Zeit, da der parlamentarische Ausschuss der Institutionen und Verfassungsreform vor zwei Monaten darüber beriet, der Freiheit der Lehre Verfassungsrang einzuräumen, kündigten Regierung und Universität stolz die Schaffung eines „Paypal-Lehrstuhls“ an.

Entsprechend bewegt sich auch die Leitung der Universität nicht in der Tradition einer an manchen anderen Universitäten nach 1968 erstrittenen Mitbestimmung, sondern gehorcht den weit autoritäreren, effizienzorientierten Managementprinzipien von Privatunternehmen – eine demokratischere Universität hätte vielleicht weniger Führungsstärke von ihrem Rektor verlangt. Anstelle der akademischen Tradition schoben die Regierungen der angeblich autonomen Universität staatliche Altlasten an historischen Instituten, autonomen Forschungszentren und ehemaligen Studienräten zu. Die Verwaltung all dies zusammen überstiege schnell die Fähigkeiten selbst eines talentierten und aufopferungswilligen Rektors.

Der 2013 noch defizitären Krankenversicherung geht es prächtig, erklärte Sozialminister Romain Schneider (LSAP) am Mittwoch der Quadripartite von Regierung, Unternehmen, Gewerkschaften und Gesundheitswesen. Dank der guten Wirtschaftskonjunktur, der dadurch steigenden Zahl von Beitragszahlern und der Reform von 2010 würden für 2017 ein Überschuss von 178 Millionen Euro und Rücklagen von 765 Millionen Euro erwartet, so dass im Herbst Leistungsverbesserungen beschlossen werden könnten. Gesundheitsministerin Lydia Mutsch (LSAP) kündigte, dass noch in diesem Monat Änderungsanträge zum Entwurf der Krankenhausreform verabschiedet würden. rh.

MSS

blog

Personalien

Personalien

Bildung

Politik

Soziales

Soziales

Xavier Bettel,

Premierminister (DP), freute sich nach der außerordentlichen Sitzung des Europäischen Rats am Montag über die Einigkeit, mit der 27 EU-Staaten gemeinsame Richtlinien für die Verhandlungen über den EU-Austritt Großbritanniens gefunden hätten. Luxemburgs Prioritäten blieben weiterhin die Freizügigkeit der EU-Bürger und ein „level playing field“ für den Finanzplatz und die Londoner City. Auf eine parlamentarische Anfrage von Laurent Mosar (CSV) hin bestätigte Finanzminister Pierre Gramegna (DP), dass sein Ministerium den Rat von Unternehmensberatern gekauft hat, um eine vertrauliche Notiz über die Folgen des Brexit und die Verhandlungsstrategie der Regierung zu verfassen. rh.

Dan Kersch,



Innenminister (LSAP), kündigte bei der Jahresversammlung des nationalen Feuerwehrverbands in Echternach die Einstellung von 50 Berufsfirewehrleuten an. Sie soll der erste Erfolg der 2018 in Kraft tretenden Reform der Rettungsdienste sein, zu der die Regierung gerade noch hundert Änderungsanträge eingereicht hat (Foto: FNSP). rh.

Roland Fox,



beigeordneter Direktor der Straßenbauverwaltung, ist seit Anfang dieser Woche ihr neuer Direktor. Der 52-Jährige tritt die Nachfolge von René Biwer an, der in den Ruhestand tritt. Die *Ponts et Schoosi* beschäftigt derzeit 1 100 Leute (Foto: Administration des ponts et chaussées). rh.

Frank Vansteenkiste,

Geograf und im Nachhaltigkeitsministerium zuständig für die Regionalplanung, ist neuer Präsident von Agora. Die 2000 von Staat und Arbed gegründete Firma erschließt die Industriebrachen im Süden und wurde bisher von Etienne Reuter geleitet, dem neuen Direktor der Finanzinspektion. rh.



Graben bleibt

261 bis 302 zu 160 bis 304. So lautete laut Erziehungsministerium das Missverhältnis in den vergangenen drei Jahren zwischen Jugendlichen, die eine Lehrstelle suchen und keine finden, und Unternehmen, die zwar Lehrstellen haben, aber keine geeigneten Bewerber finden. Und obwohl der Staat mit rund 13,1 Millionen Euro Unternehmen bezuschusst, die Auszubildende einstellen, bleibt der Graben zwischen Angebot und Nachfrage. Jugendliche, die nur ein *Certificat de capacité professionnelle* (CCP) vorweisen können statt eines *Diplôme d'aptitude professionnelle* (DAP) oder *Diplôme de technicien* (DT), sind schwer zu vermitteln. Deshalb plant das Ministerium nun, der Regierung vorzuschlagen, selbst alljährlich 100 Auszubildende mit dem CCP-Abschluss einzustellen sowie einen CCP in der öffentlichen Verwaltung sowie im Pflegesektor zu schaffen, schreibt Erziehungsminister Claude Meisch (DP) auf eine entsprechende parlamentarische Anfrage der LSAP-Abgeordneten Taina Bofferding. Über eine Strafsteuer für Unternehmen, die keine Auszubildenden einstellen, und deren Erlös dann für den Kampf gegen Jugendarbeitslosigkeit eingesetzt würde, ähnlich wie in Frankreich, werde derzeit nicht nachgedacht, so Meisch weiter. ik

Hochsicherheitslabor

Um für den atomaren, biologischen und chemischen Krieg und ABC-Terroranschläge gerüstet zu sein, beschloss die Regierung am vergangenen Freitag, das Nationale Gesundheitslabor mit einem Hochsicherheitslabor der Klasse P3+ auszurüsten. Dort sollen beispielsweise verdächtige Pakete geöffnet und auf tödliche Substanzen und Krankheitserreger untersucht werden können. Das Ebola-Labor am Centre hospitalier soll ebenfalls Teil der neuen Einrichtung werden. rh.



Notstandsparagraf

Nach anderthalb Jahren Gefeielsche im Anschluss an die Terroranschläge in Frankreich soll das Parlament am nächsten Dienstag in erster Lesung mit qualifizierter Mehrheit Artikel 32.4 der Verfassung ändern. Dadurch erhält die Regierung die Vollmacht, nunmehr auch im Fall nationaler Krisen zehn Tage lang die Gewaltentrennung aufzuheben und sich über Gesetze hinwegzusetzen. Das Parlament kann den „état de crise“ genannten Notstand für drei Monate verlängern. rh.

Von wegen Inklusion



Es formiert sich Widerstand aus den Reihen von Zesumme fir Inklusioun Asbl gegen einen Gesetzesvorentwurf von Erziehungsminister Claude Meisch (DP) zur Reform der *Éducation différenciée*. In einem sechseitigen Brief, den sie an sechs Ministerien sowie an Abgeordnete schickten, kritisieren Eltern und Lehrer behinderter Kinder die angebliche Überführung der Édif in das Regelschulsystem. Es seien bloß „schöne Worte“. Tatsächlich würde das durch die UN-Behindertenrechtskonvention verbrieft Recht auf Inklusion behinderter Menschen nicht eingelöst, die Édif mit dem geplanten Gesetz nicht aufgelöst, sondern durch die Schaffung von acht regionalen Zentren aufgeblasen und fortgesetzt. Auch würde die Zuweisung von Kindern mit Behinderungen in die Zentren weiterhin mit Hilfe von Leistungstests erfolgen: „Jusqu'à maintenant on a traité les enfants comme si une corrélation linéaire existait entre la performance dans les apprentissages et l'intelligence de l'enfant. Or tel n'est pas le cas“, schreiben die Autoren, die ein „Schulsystem für alle“ fordern. ik

Hehre Absichten

Enttäuscht zeigen sich die in ihrem Gemeinsamen europäischen Sekretariat vereinten OGBL und LCGB über die vorige Woche von der Europäischen Kommission vorgestellte Europäische Säule sozialer Rechte. Sie bedauern, dass es sich dabei lediglich um eine Absichtserklärung ohne bindenden Charakter für Mitgliedstaaten handele. Somit bleibe es bei einer Liste „hehrer Absichten“, die zudem nur für die Währungsunion gelte, so dass die sozialen Unterschiede in der Europäischen Union noch größer zu werden drohten. rh.

Partei und Gewerkschaft

In seiner Mai-Rede rief der Präsident der FNCTTFEL, Jean-Claude Thümmel, am Montag dazu auf, dass der Landesverband sich seiner gewerkschaftlichen Arbeit besinne, statt zum Sprachrohr von Parteien zu werden. Wozu das führen kann, hatte der Schifflinger Bürgermeister Roland Schreiner gezeigt, der bis vor kurzem Generalkassierer des Verbands und als Vizepräsident des Tice Arbeitgebervertreter war. Ein „Richtungskongress“ soll nun am 14. Oktober für Klärung sorgen. Ein Teil der derzeitigen Verbandsleitung befürchtet eine Machtübernahme der LSAP, die den Verband seit Jahrzehnten verdächtigt, von Linksradikalen unterwandert zu sein. Seit der Übernahme der Straßenverkehrssektion Acal durch den OGBL hält auch der OGBL die Zeit für gekommen, dass die Eisenbahnerkollegen sich der Idee der Einheitsgewerkschaft ergeben. rh.



Dans son œuvre *9/12 Frontpage*, actuellement au Casino, l'artiste allemand Hans-Peter Feldmann réunit 160 unes de journaux internationaux au lendemain des attaques du 11 septembre 2001 à New York

Le débat sur « l'évolution des médias et la qualité de la presse » annoncé par Xavier Bettel lors de l'affaire Lunghi/Schram aura lieu mardi. Après que le gouvernement a créé des faits accomplis

C'est bien d'en avoir parlé

josée hansen

Pris au dépourvu « J'ai l'impression que la note d'intention de Xavier Bettel pour ce débat est un peu du bla-bla », estime la députée CSV Diane Aehm. Ils vont encore fignoler leur discours, répandent les députés Eugène Berger (DP) et Yves Cruchten (LSAP) à la question du *Land* concernant les thèmes qu'ils voudront aborder lors du débat de consultation « au sujet de l'évolution des médias et de la qualité de la presse » voulu par le Premier ministre et ministre des Médias Xavier Bettel (DP). Une première fois annoncé pour le 14 mars, ce débat aura finalement lieu mardi prochain, 9 mai. Les trois députés sont membres de la commission des Médias du Parlement, où, pourtant, aucune discussion n'a eu lieu en amont de cette discussion. Alors ils imaginent qu'ils parleront éducation aux médias, déontologie ou encore aide à la presse.

La lettre de Xavier Bettel au Parlement à ce sujet est très brève, elle ne fait qu'une page A4, comportant trois paragraphes généraux sur la « mutation profonde » du paysage médiatique et de la presse professionnelle ou la presse en-ligne en concurrence avec « une multitude de diffuseurs d'informations individuels ». Avant de se terminer, pourtant, sur l'annonce d'une « vision sur le rôle des institutions publiques dans le paysage audiovisuel », susceptible de déboucher sur un « plan d'action ». Au final, écrit le ministre, « un ajustement plus global du régime de promotion de la presse face aux nouveaux défis du numérique paraît souhaitable ». Donc, alors que les députés zélés vont se creuser les méninges d'ici mardi sur la nécessité d'une presse indépendante comme chien de garde dans une démocratie, surtout dans une époque où Donald Trump et Marine Le Pen la déclarent « ennemie du peuple », alors que les plus engagés voudront parler de la qualité du travail journalistique et de l'importance de règles de déontologie internes aux différents médias et de leurs organes de contrôle, Xavier Bettel voudra plutôt discuter cette réforme de l'aide à la presse annoncée dans le programme de coalition (« en concentration étroite avec les éditeurs luxembourgeois ») et qui n'a pas encore été véritablement entamée, à l'exception de l'introduction d'une aide forfaitaire pour la presse en-ligne.

L'annonce du débat sur les médias remonte à l'automne, lorsque le Premier ministre Xavier Bettel se vit reprocher d'avoir réagi précipitamment en

Les députés zélés vont se creuser les méninges sur la nécessité d'une presse indépendante comme chien de garde dans une démocratie, surtout dans une époque où Donald Trump et Marine Le Pen la déclarent « ennemie du peuple »

condamnant l'alors encore directeur du Mudam Enrico Lunghi, après la diffusion par *RTL Télé Lëtzebuerg* d'un reportage le mettant en cause pour son comportement face à une journaliste insistante. Tombé dans le panneau d'un montage trafiqué, Bettel ne s'était pas donné un temps de réflexion avant de prendre position, et tenta de se dédouaner en renvoyant la responsabilité à RTL. L'histoire se produisit à un moment fort inopportun, car la CLT-Ufa, maison-mère des activités de RTL au Luxembourg, était alors en train de négocier le renouvellement de son contrat de concession, qui expire en 2020, Xavier Bettel savait déjà qu'elle voulait de l'argent pour ses services au Luxembourg, menaçant, comme toujours, de quitter le pays si elle n'avait pas gain de cause. Et le Premier ministre avait, lui, besoin de l'accord du parlement pour engager des sommes conséquentes du budget de l'État pour RTL et le service public télévisuel qu'elle promet continuer à fournir. Donc annoncer une discussion sur la qualité dans les médias est une belle amende honorable pour les deux côtés, qu'on pourrait aussi interpréter comme une manœuvre de dissuasion.

La charrue devant les bœufs Car RTL avait bien compris qu'il fallait mettre la pression, menacer un peu de quitter le pays après presque un siècle de présence au Luxembourg, demander des garanties même trois ans avant la fin de l'actuel contrat de concession. En décembre, Xavier Bettel envoie une lettre au président de la Chambre des députés Mars di Bartolomeo (LSAP), lui demandant « de bien vouloir organiser » un tel débat de consultation au cours de la troisième semaine du mois de mars ; début mars, il envoie cette note sur les sujets qui devaient être traités dans ce débat (citée ci-dessus), alors annoncé pour le 14 mars, mais repoussé suite aux demandes d'informations de plusieurs députés de l'opposition. Or, le temps presse sur le dossier RTL : le 23 mars, Xavier Bettel fait une déclaration sur le contrat de concession, suivi d'un bref débat. En quelques heures, l'État s'est engagé à verser presque trente millions d'euros à la CLT-Ufa sur trois ans, entre 2021 et 2023, en guise de « couverture du découvert » des frais de production d'un service public télévisuel – la CLT-Ufa assumant elle-même quinze millions (!) d'euros sur trois ans, les recettes publicitaires étant estimées à 27 millions d'euros sur cette période.

En amont du débat, l'étude d'avocats Thewes & Reuter avait assuré au gouvernement que cette aide était tout à fait compatible avec le droit européen, et qu'elle pouvait même être attribuée sans mise en concurrence préalable, a.k.a. sans appel à candidatures (comme doit pourtant le faire le moindre marché public), les services audiovisuels, assurent les avocats, étant « exclus du champ d'application de la législation sur les marchés publics ». Et de conclure que « dès lors qu'aucune procédure spécifique n'est applicable, il suffit que le gouvernement donne à sa démarche une publicité suffisante pour assurer le respect des principes généraux de transparence et de non-discrimination ». Un peu de transparence pour dix millions d'euros par an, ce n'est pas trop cher payé. Le 31 mars, le gouvernement et la CLT-Ufa signent l'accord ; dans un communiqué, Thomas Rabe, le CEO de Bertelsmann et président du CA de RTL Group affirme : « L'implantation de RTL Group au Luxembourg dans un environnement à la fois stable, innovateur et international, constitue une des clefs de sa réussite. La perspective de voir la collaboration entre le Grand-Duché de Luxembourg, RTL Group et Ber-

telmann se poursuivre ne peut que nous réjouir ». En parallèle, les presque 700 collaborateurs de RTL Group sont en train de déménager de leurs anciens bureaux et studios dans leur nouvelle RTL City juste en face, le soutien inconditionnel de la Ville et de l'État leur ayant permis de transformer leur terrain en or (voir *d'Land* 17/17). Lors de l'inauguration, le 19 avril, le champagne coule à flots, RTL a gagné sur toute la ligne, les présidents des principaux groupes parlementaires, membres du conseil d'administration, se réjouissent avec les dirigeants de RTL Group. Jean-Paul Zens, commissaire de gouvernement auprès de la CLT-Ufa, et Alain Berwick, alors encore responsable des programmes luxembourgeois et membre de la direction de RTL Group, ont une larme à l'œil ce soir-là (de satisfaction) : ce paquet financier pour RTL Group, c'est leur coup de maître, tous les deux partiront prochainement à la retraite. Paul Konsbruck (un ancien de RTL Group) et Christophe Goossens prendront la relève.

Les autres éditeurs pourtant ne s'y sont pas trompés en voyant, dans le débat sur la qualité un moyen de présenter leurs doléances financières. « Nous avons sans cesse des médias qui demandent à voir les fractions politiques avant le débat », constate ainsi Yves Cruchten. Mike Koedinger est le plus actif parmi eux. Le fondateur du groupe Maison Moderne, éditeur du mensuel économique *Paperjam* et de sa *newsletter* quotidienne (ouvertement « presse amie » du gouvernement Gambia) et de publications de niche comme *Delano*, *Archiduc* ou le *City Mag* de la Ville de Luxembourg, qui se qualifie lui-même de « première entreprise média indépendante », a non seulement publié un gros dossier sur le sujet du financement de la presse dans le magazine et sur le site, mais aussi envoyé un dossier d'une vingtaine de pages aux députés. Il y compare l'évolution de l'aide à la presse depuis son introduction en 1976 et les taux d'audience des différents médias concernés, pour en venir à la conclusion qu'il faut une « réforme équitable de l'aide à la presse ». Ses huit recommandations, publiées dans ce dossier, comportent non seulement des revendications pour ses activités (« considérer la presse digitale au même titre que la presse imprimée », « rendre les mensuels éligibles », « retirer le critère limitant le modèle économique du titre »), mais aussi des propositions pour couper dans les moyens financiers de ses

confrères (« plafonner l'aide par marque média », « établir un dégressif des aides pour les groupes médias » ou « limiter la partie variable de l'aide aux strictes pages rédactionnelles »). Pour Mike Koedinger, il est inadmissible que deux groupes de presse, Editpress (*Tageblatt*, *Quotidien*, *Revue*, *Jeudi*) et Saint Paul (*Wort*, *Télécran*), se partagent 75 pour cent de l'aide à la presse, alors que le gouvernement libéral de Gaston Thorn avait introduit cette aide pour, au contraire, soutenir les petits journaux, qui ne seraient pas viables autrement, et donc la diversité (en 2015, derniers chiffres disponibles, le gouvernement a versé 7,5 millions d'euros à onze titres de presse, quotidiens et hebdomadaires).

La diversité est aussi le souci des porteurs de la petite radio alternative *Radio Ara* : Robert Garcia (Déi Gréng), le gérant de la sàrl Alter Echos, a envoyé un cahier de doléances en amont du débat, le 20 mars, soulignant les missions de service public assumées par la radio, qui, selon eux, offre notamment des programmes pour anglophones, forme des jeunes ou soutient la libre parole et la société civile sans jamais toucher d'aide à la presse ou de subvention publique. Ce communiqué de presse regrette que le gouvernement mette encore une fois « le paquet au profit de RTL » et une liste de propositions comporte entre autre l'idée de la création d'un « Fonds pour le pluralisme de la presse audiovisuelle ». Jean-Paul Hoffmann, le directeur de la radio publique 100,7, plaide, lui (sur *Paperjam.lu*), pour le renforcement des médias de service public, garants d'information équilibrée et neutre en temps de populismes, et regrette que le débat sur un « service public audiovisuel autonome » (i.e. une chaîne de télévision publique, RTL étant considérée avant tout comme entreprise commerciale) soit toujours étouffé. C'était probablement un des objectifs de la manœuvre précipitée en faveur de RTL Group. Selon nos informations, Hoffmann a aussi fait le tour des fractions pour leur faire part de ses idées (il n'a pas répondu à la demande d'information du *Land*). Cette année, la *radio 100,7* reçoit six millions d'euros des caisses de l'État, deux tiers de ce que recevra *RTL Télé Lëtzebuerg*. Pour attirer l'attention publique sur l'importance de la radio et de sa riche programmation, une campagne d'affichage dispendieuse (« Alles wat wichteg ass ») orne actuellement les abris et autres espaces d'affichage.



Porosité des mondes politiques et médiatiques : dignitaires du LSAP, du CSV et du DP lors de l'ouverture de RTL City, le 19 avril au Kirchberg



Weniger ist besser

Ines Kurschat

„Alkohol? Weniger ist besser“ heißt die erste Aktionswoche des Gesundheitsministeriums rund um die Prävention von Alkoholmissbrauch, die am 13. Mai startet. Die Idee: Schulen, Vereine, Jugendgruppen sollen Zeichen gegen übermäßigen Alkoholkonsum setzen. Leider war das Echo bis Redaktionsschluss nicht sehr groß: Nur wenige Interessierte hatten sich angemeldet. Die gemeinsame Aktion, die zeitgleich in Deutschland, Liechtenstein, Luxemburg, Österreich und der Schweiz startet, ist eine der Maßnahmen, die auf dem Treffen der deutschsprachigen Gesundheitsminister im August vergangenen Jahres zurückbehalten wurde.

Dass sie auf wenig Interesse stößt, liegt sicher nicht nur an der Aufmachung. Die Warnung vor zu viel Alkohol am Steuer hat jede/r tausendfach gehört. Das lockt niemand hinterm Sofa hervor. Dabei verdient die Volksdroge Nummer eins dringend mehr kritische Aufmerksamkeit. In Luxemburg sollen rund 30 000 Männer und Frauen eine von Alkohol verursachte gesundheitliche Störung haben, 4 000 bis 5 000 sollen schwer alkoholabhängig sein. Mit durchschnittlich 18 Liter pro Kopf im Jahr wird hierzulande europaweit am meisten Alkohol verkauft. Selbst wenn man die Grenzgänger, die aufgrund geringer Steuern hierzulande einkaufen, abzieht, bleibt der Konsum mit 15 Liter hoch. Gleichzeitig ist das Genuss- und Rauschmittel wie kein anderes gesellschaftlich akzeptiert. Es wird im Supermarkt verkauft, in Anzeigen umworben – und von der Politik hofiert. Zwar behaupten Insider, die es wissen müssen, die Alkohollobby sei im Großherzogtum nicht so stark, einen Bier- oder Weinbotschafter wie in Deutschland, wo Politiker quer durch alle Parteien sich rühmen, den Titel zu tragen, gibt es im Weinland Luxemburg so nicht. Gleichwohl kommt kaum ein Zeitungsfoto eines Weinfests ohne Gesichter von Politikern und bekannten Land- und Dorfgrößen aus, die sich zuprosten und beschwingt das Weinglas

heben. NGOs, die es besser wissen könnten, machen ihre Mitgliederzeiten mit Weinfotos auf.

Denn die gesundheitlichen Risiken durch übermäßigem Alkoholkonsum sind enorm – und zwar nicht nur für die Risikogruppen der Jugendlichen und der Schwangeren. Schon in kleineren Mengen kann Alkohol Depressionen auslösen. Alkohol schädigt Herz und Kreislauf und verursacht nachweislich Krebs. Wissenschaftler um den britischen Pharmakologen David Nutt untersuchten 2010 verschiedene Drogen auf ihre Zerstörungskraft für den Einzelnen und die Gesellschaft. Dabei stellten sich Heroin, Crack und Metamfetamine als die tödlichsten heraus. Berücksichtigte man jedoch die sozialen Folgen, lag Alkohol auf Platz eins der gefährlichsten Drogen, vor Heroin und Crack, aufgrund der damit verbundenen (Gewalt-)Kriminalität und erhöhter Todesraten. In der hiesigen Verbrechensstatistik spielt Alkohol als Enthemer oft eine tragische Rolle. Alkohol ist zudem die zweithäufigste Ursache von tödlichen oder schweren Unfällen. Vor allem bei jungen Menschen zwischen 25 und 34 Jahren ist überhöhter Alkoholgenuß ein echtes Problem. Die Aktionswoche soll auch für eine sichere Fahrt werben – ohne Alkohol.

Doch bunte Flyer und Hauruck-Aktionismus können nicht darüber hinwegtäuschen, dass die Regierung ihre Hausaufgaben in Sachen Alkohol noch schuldig bleibt: Es war unter Gesundheitsminister Mars Di Bartolomeo (LSAP), dass die Vorarbeiten für einen nationalen Aktionsplan Alkohol starteten, nach dem Vorbild des Aktionsplans Psychiatrie oder Suizid. Weil die schwarz-rote Regierung nach der Geheimdienstaffäre Jean-Claude Junckers 2013 vorzeitig abdanken musste, wurde nichts daraus. Fast vier Jahre später gibt es weiterhin keinen Aktionsplan Alkohol, und auch keinen Termin, wann der Plan das Licht der Öffentlichkeit erblicken

wird, obwohl eine neue Arbeitsgruppe schon bald die Arbeiten aufnahm.

Was in dem Aktionsplan im Einzelnen steht, bleibt also unklar. Sechs Achsen und 66 Einzelaktionen werde er voraussichtlich beinhalten, verrät Juliana D'Alimonte, verantwortliche Koordinatorin im Gesundheitsministerium auf *Land*-Nachfrage, darunter die Achsen Gesetzgebung mit konkreten Vorschlägen zur Regulierung von Verkauf und Konsum, Prävention, Behandlung, Weiterbildung und Governance. Ziel ist es – und das erklärt teilweise die zeitliche Verzögerung –, das Maßnahmenpaket von Anfang an mit anderen Aktionen, etwa aus dem Bereich der Psychiatrie, dem Kampf gegen Krebs oder der Suizidprävention, zu verschränken. Auch haben sich die Verantwortlichen vorgenommen, die Ressourcenfrage, also wie viel (geschultes) Personal und welche Finanzmittel einzelne Aktionen benötigen, so weit wie möglich abzuklären. Die Gespräche mit der Krankenkasse CNS, etwa wenn es um die Finanzierung einer besseren Erstversorgung und Nachbetreuung in der Notaufnahme geht, sind noch nicht abgeschlossen. Am Plan waren Vertreter aus dem Gesundheits-, Arbeits-, Erziehungs-, Familien-, Finanz-, Sozial- und Transportministerium beteiligt, aber auch Ärzte, Polizei, NGOs. Trotzdem: Dass es so lange braucht, ist ein Armutszeugnis.

Anders als beim Tabak, wo mit Warnhinweisen und Altersbeschränkung und vor allem erhöhten Preisen der Zugang zur Droge Nikotin spürbar erschwert wurde, sucht man derlei Aktionen beim Alkohol bislang vergeblich. Noch immer verdient der Luxemburger Staat an den Akzisen für Alkohol und Tabak kräftig mit. Außer der Dauerkampagne für mehr Sicherheit im Straßenverkehr, die vom Transportministerium finanziert wird, ist selbst in dem eher harmlosen Bereich Sensibilisierung an Kampagnen nicht sehr viel geschehen.

In der Behandlung von Alkoholkranken findet ein Paradigmenwechsel statt: Nicht mehr totale Abstinenz, sondern reduziertes, kontrolliertes Trinken kann Therapieziel sein

Nicht nur daran fehlt es. Bei den Behandlungsangeboten besteht ebenfalls Nachholbedarf. Zwar wurde das Angebot nicht zuletzt durch die Zentralisierung im Krankenhaussektor ausgebaut. Aber mit weniger als 100 Betten für Suchtkranke ist der Mangel groß. Wer sich als Betroffener oder Angehöriger über Therapiemöglichkeiten informieren will, hat es zudem schwer, sich überhaupt erst einmal einen Überblick über Methodik und Wirksamkeit zu verschaffen. Im Therapiezentrum Useldingen erfolgt die Aufnahme auf Überweisung eines Arztes. Das Programm ist abstinenzorientiert. Neuerdings gibt es in der hauptstädtischen Rue Adolphe Fischer ein weiteres Suchtzentrum, in dem auch Angehörige mitbetreut werden.

Eine offene Diskussion über (mögliche) wirksame Therapien, wie sie etwa in Deutschland, Frankreich, Großbritannien und den USA geführt wird,

ist hierzulande weitgehend Fehlanzeige. Dabei ist der Leidensdruck bei den Betroffenen hoch. Die Rückfallquote ist sehr hoch: Rund 70 Prozent erleidet nach dem ersten Jahr nach einer Therapie einen Rückfall, die Quote liegt selbst bei einer stationären Behandlung oft bei über 50 Prozent. Nur etwa zehn Prozent der Alkoholabhängigen lassen sich überhaupt behandeln.

Indes findet im Bereich der Behandlung von Alkoholsucht in den vergangenen Jahren ein Paradigmenwechsel statt. Bewarben Therapiezentren, Kliniken und Doktoren die völlige Abstinenz in der Vergangenheit als den einzigen Weg in ein Leben ohne Sucht, ändert sich diese Alles-oder-nichts-Haltung allmählich dank neuer Medikamente. „Wenn man Patienten gesehen hat, die seit Jahren, Jahrzehnten gar, vergeblich versucht haben, vom Alkohol wegzukommen, die dabei sind, an der Sucht zugrunde zu gehen, dann ist das reduzierte Trinken ein Fortschritt und eine echte Therapieoption“, betont Claude Bollendorf. Der Suchtmediziner betreut mit Kollege Jean-Marc Cloos und einem Team eine 28-Betten-Suchtstation der Zitha-Klinik. Frankreich ist Vorreiter, was den Einsatz des Medikaments Baclofen in der Suchttherapie angeht. Das Medikament ähnelt in seiner Struktur einem Neurotransmitter des zentralen Nervensystems und besetzt bestimmte Rezeptoren im limbischen System und im Rückenmark. Baclofen greift in das Belohnungssystem ein und soll die Ausschüttung von Dopamin verhindern, die im Gehirn von Alkoholkranken stattfindet, wenn sie Alkohol sehen oder an ihn denken. Dopamin meldet dem Gehirn, Alkohol wird glücklich machen. Dieses Verlangen nach dem Suchtmittel, auch Englisch *Craving* genannt, soll durch Baclofen verschwinden.

In Deutschland ist Baclofen bisher nicht zugelassen, eine Studie an der Berliner Charité zeigte aber viel versprechende Resultate. Im Einsatz ist dort eher das 2013 in Europa zugelassene Nalmefen, ein Opiatderivat, das den Druck, Alkohol zu konsumieren, verringern soll. In Luxemburg gibt es keine offiziellen Zahlen, Doktor Bollendorf von der Zitha-Klinik schätzt, dass die Zahl der Alkoholabhängigen, die nach dem Ansatz Konsum reduzieren therapiert werden, zwischen 50 und 100 liegt. Leider sind Statistiken Mangelware, etwas, das durch den Aktionsplan ebenfalls verbessert werden soll. In der Forschung diskutiert wird die Behandlung von Alkoholismus durch psychoaktive Drogen wie Psilocybin und LSD in Verbindung mit Psychotherapie. Dabei geht es um den lebensverändernden, persönlich aufrüttelnden Effekt, von dem Patienten nach der Einnahme berichteten. Zum Nutzen psychoaktiver Substanzen gegen Suchtkrankheiten wurde bereits in den 1960- und 70-er Jahren in den USA geforscht. Wegen Drogenexzesse und der staatlichen Prohibitionspolitik kam die Forschung zum Erliegen. In den letzten fünf Jahren wurden neue Versuchsreihen gestartet, etwa an der Johns-Hopkins-Universität. In Luxemburg gibt es laut Gesundheitsministerium keine eigenständige Forschung zu Wegen der Suchtbekämpfung.

Das *Land* wollte wissen, welche Therapieansätze und Maßnahmen das Suchtpräventionszentrum Cept für den Aktionsplan fordert, immerhin hatten Mitarbeiter des Cept unter der vorigen Regierung wichtige Vorarbeiten geleistet. Doch Cept-Leiter Michel Ledoux antwortete, Fragen zum Aktionsplan sollten besser mit dem Ministerium geklärt werden. Eine Antwort, die erstaunt, sollte das (staatlich konventionierte) Cept doch nicht nur eine Stelle sein, wo sich Angehörige, Betroffene und Interessierte über Sucht, Behandlung und Prävention informieren können, sondern wo unabhängige Suchtexperten wichtige Impulse zur suchtpolitischen Debatte beitragen.

Solche Zurückhaltung übt Claude Bollendorf nicht: Vor allem dass Alkoholika im ganzen Land frei an Tankstellen erhältlich sind, findet der Suchtmediziner „schlicht unverantwortlich“. Viele Alkoholabhängige würden ihre Droge dort kaufen – und sie noch im Auto konsumieren. Mit teils katastrophalen Folgen für alle Beteiligten, wenn es wieder einmal zu einem Verkehrsunfall wegen zu viel Alkohol am Steuer kommt.



Alkohol ist eine legale Droge. Die bei andauerndem übermäßigem Konsum zu schwerer Sucht mit bleibenden Gesundheitsschäden führen kann

Eine Aktionswoche widmet sich dem Genuss-/Rauschmittel Alkohol. Derweil lässt der nationale Aktionsplan weiter auf sich warten

Mit dem Stabilitätsprogramm bis 2021 nagelt die Regierung schon die Wirtschafts- und Finanzpolitik der nächsten Regierung fest

Vollendete Tatsachen

Romain Hilgert

Im Oktober nächsten Jahres sollen ein neues Parlament und damit eine neue Mehrheit und eine neue Regierung gewählt werden. Auf der Grundlage ihrer Wahlprogramme soll diese Koalition die Politik der nächsten Legislaturperiode beschließen. Aber vielleicht ist das alles gar nicht nötig.

Denn vergangene Woche schickte die Regierung die 18. Aktualisierung ihres Stabilitäts- und Wachstumsprogramms an die Europäische Kommission in Brüssel. Und mit diesem Programm legt die aktuelle Regierung im Grunde schon die Haushalts-, Steuer- und Sozialpolitik der nächsten Regierung fest, wer immer es sein wird, und dies bis über die Hälfte der nächsten Legislaturperiode, bis Ende 2021.

Das erste Stabilitätsprogramm dieser Art war wenige Wochen nach Einführung der gemeinsamen Währung im Februar 1999 von Finanzminister Jean-Claude Juncker (CSV) nach Brüssel geschickt worden. Es war ein bloß 13 Seiten langes Dokument mit einem dilettantischen, fähnchengeschmückten Umschlag, das in einer Grafik über die Entwicklung des Haushaltsüberschusses gipfelte, der alchemistischen Formel europäischer Finanz- und Währungspolitik.

Die damals elf Wirtschafts- und Finanzminister der Euro-Staaten hatten sich verpflichtet, trotz der großen Sozial- und Produktivitätsunterschiede in der Eurozone, eine Finanzpolitik zu betreiben, deren oberstes und in Wirklichkeit einziges Ziel die Stabilität der gemeinsamen Währung sei. Deshalb schickten sie Stabilitätsprogramme an die Europäische Kommissionen, um ihre öffentlichen Finanzen kontrollieren zu lassen, wie es in der Einführung des ersten Luxemburger Programms hieß (S. 2). Alle weiteren Programme seither sind jährliche Aktualisierungen, inzwischen 18, des ursprünglichen Programms von 1999, wobei die Projektionen immer ein Jahr weiter in die Zukunft gerückt werden.

Im November 2001 hatte die Regierung erstmals ein Programm an die Europäische Kommission

Da Sozialleistungen zu den wichtigsten Mitteln der Umverteilung gehören, läuft die, trotz einer wachsenden Zahl von Bezugsberechtigten, rückläufige Sozialleistungsquote auf eine Umverteilung von unten nach oben hinaus

geschickt, das, als Zugeständnis an die keynesianistischen Kritiker der monetaristischen Euro-Politik, „Stabilitäts- und Wachstumsprogramm“ hieß. Aber dies konnte nicht darüber hinwegtäuschen, dass die Stabilitätspolitik im Euro-Raum ein einzigartiges Instrument zur ökonomischen Disziplinierung, zur Eingrenzung der Lohn- und Sozialpolitik ist. Auch wenn die Staatsverschuldung hierzulande so niedrig ist, dass es großer Anstrengungen bedarf, um den Wählern mit den Schulden Angst zu machen.

Die Finanzkrise von 2008 und die danach steigende Staatsschuld ermöglichten dann die europaweite Institutionalisierung der Austeritätspolitik. Hierzulande übernahm das Parlament sie im Juli 2014 mit dem Gesetz über die Koordinierung und die Verwaltung der öffentlichen Finanzen. Durch dieses mit qualifizierter Mehrheit verabschiedete Gesetz trat es einen großen Teil seiner 1848 in die Verfassung geschriebenen Finanzsouveränität an



Wegen des hohen Wirtschaftswachstums wird die Produktionslücke positiv und verursacht... ein strukturelles Defizit

eine Defizitbremse, ein mittelfristiges Haushaltsziel, einen Korrekturautomatismus und einen mittelfristigen Finanzrahmen ab.

Die neueste Aktualisierung des Stabilitätsprogramms schreibt die Entwicklung der Steuereinnahmen bis 2021 vor, das heißt während der drei ersten Jahre der nächsten Regierungskoalition. So sollen die Einkommens- und Vermögenssteuern, das heißt vor allem die Lohnsteuer der Beschäftigten und die Körperschaftssteuer der Unternehmen, gegenüber heute um ein Viertel zunehmen, vier Prozentpunkte mehr als das Bruttoinlandsprodukt (S. 37). Die Steuerreform soll diese Entwicklung nächstes Jahr nur wenig abbremsen.

Die Produktions- und Importabgaben sollen dagegen weit langsamer zunehmen als die Produktion und die Importe: Während das Bruttoinlandsprodukt bis 2021 um 21,34 Prozent zunehmen soll, sollen diese Steuereinnahmen, das heißt vor allem die Mehrwertsteuer und Akzisen, nur um 16,92 Prozent wachsen (S. 37). Die Kapitalsteuern, wie die Erbschaftssteuer, sollen auch unter der nächsten Regierung unbedeutend bleiben und konstant ein Tausendstel des Bruttoinlandsprodukts ausmachen.

Das Stabilitätsprogramm bietet damit theoretisch einer nächsten Regierung kaum Spielraum, um eine andere Steuerpolitik zu betreiben, um beispielsweise die ab und zu von der LSAP erörterte Gewichtung zwischen der Besteuerung der Unternehmen und der Lohnabhängigen, zwischen Einkommens- und Verbrauchsteuern deutlich zu ändern, eine einst von den Grünen für unumgänglich gehaltene ökologische Steuerreform vorzunehmen oder die im Rifkin-Bericht geforderte Besteuerung entlang der Kreislaufwirtschaft.

Die Aktualisierung des Stabilitätsprogramms engt auch bis in die nächste Legislaturperiode den Spielraum des Sozialstaats ein. Während sowohl die Wohnbevölkerung als auch die Zahl der Beschäftigten weiter rapide steigen, sollen die Sozialleistungen bis 2021 langsamer als das Bruttoinlandsprodukt wachsen. Danach soll das Bruttoinlandsprodukt um 21,34 Prozent zunehmen, die Sozialleistungen in Natur sollen aber lediglich um 18,64 Prozent wachsen, die Geldleistungen um 19,70 Prozent. Obwohl die Arbeitslosenquote nach einem zweijährigen Rückgang mit 6,9 Prozent im Jahr 2021 über der für dieses Jahr geschätzten Quote von 6,0 Prozent liegen soll, sieht das Stabilitätsprogramm vor, dass die Arbeitslosenhilfe um 13,33 Prozent gesenkt werden soll, von 404 Millionen auf 350 Millionen, wenn man ihren Anteil am jeweiligen Bruttoinlandsprodukt rechnet.

Im Rahmen des Stabilitätsprogramms ist nicht vorgesehen, dass aus den Wahlen nächstes Jahre eine Regierungsmehrheit hervorgeht, die den Anteil der Sozialleistungen am Volksvermögen erhöhen oder bloß konstant halten, die von einer liberalen Sozialpolitik abkehren will, die Sozialpolitik zunehmend auf eine karitative Armenpolitik beschränkt. Da Sozialleistungen zu den wichtigsten Mitteln des Steuerstaats zur Umverteilung des Volksvermögens gehören, läuft die rückläufige Sozialleistungsquote bei einer wachsender Zahl von Bezugsberechtigten auf eine Umverteilung von unten nach oben hinaus.

Ziel dieser Politik ist es, jährlich einen strukturellen Saldo der öffentlichen Hand auszuweisen, der über dem vergangenes Jahr neu festgelegten Ziel von -0,5 Prozent des Bruttoinlandsprodukts liegt. Er soll von +0,4 Prozent dieses Jahr

auf +1,6 Prozent im Jahr 2021 steigen. Dass der strukturelle Saldo nächstes und übernächstes Jahr negativ wird, führt das Stabilitätsprogramm darauf zurück, dass die zu seiner Berechnung herangezogene Produktionslücke wegen des hohen Wirtschaftswachstums und der damit verbundenen hohen Auslastung des Produktionsapparats zurückgeht und sogar positiv wird. Wobei eine niedrige Auslastung als Bedrohung empfunden wird, weil dadurch Kapital brach liegt und die Produktivität geringer ist, während eine hohe Auslastung ebenfalls als Bedrohung empfunden wird, weil die Nachfrage nach Arbeitskräften zunimmt und so die Löhne steigen.



In dem Stabilitätsprogramm bescheinigt die Regierung sich selbst eine „action courageuse et déterminée du Gouvernement“ (S. 9) und kündigt an, dass ab 2019 „la situation des finances publiques se redresse graduellement pour passer d’un surplus de 343 millions d’euros ou 0,5% du PIB en 2019 à un surplus de 835 millions d’euros ou 1,2% du PIB en 2021“ (S. 15).

Die Schlüsselfrage bleibt selbstverständlich, in welchem Umfang die aktuelle Regierung mit dem Stabilitätsprogramm vollendete Tatsachen für die nächste Regierung schafft. Vollendete Tatsachen sollen insofern geschaffen werden, als keine Regierung von der Ausrichtung der Stabilitätspolitik im Euro-Raum abweichen soll. Allerdings ist das Programm eine mehr oder weniger mechanische Fortschreibung der bisherigen Wachstumszahlen, Steuereinnahmen und Sozialausgaben, die immer wieder auch korrigiert werden müssen. Zum anderen bewegt sich die Wirtschaftspolitik aller großen Parteien, von CSV über DP und LSAP bis zu den Grünen, sowieso streng im Rahmen der europäischen Stabilitätspolitik und sie bedienen sich ihrer, um ihre Politik mit technischen Sachzwängen zu rechtfertigen. Stellt das Stabilitätsprogramm einen engen Rahmen dar, lässt es den Wählern keine Wahl und ist undemokratisch; stellt es keinen engen Rahmen dar, besteht es bloß aus Extrapolationen und ist belanglos.

Einnahmen und Ausgaben des Staats während der nächsten Legislaturperiode in der 18. Aktualisierung des Stabilitätsprogramms 2017-2021 (Auszug)

	Code SEC	Année 2016	Année 2016	Année 2017	Année 2018	Année 2019	Année 2020	Année 2021
		Niveau	% du PIB	% du PIB	% du PIB	% du PIB	% du PIB	% du PIB
Principales composantes des recettes								
12. Impôts totaux (12=12a+12b+12c)		14.325	26,4	25,5	24,9	24,8	25,1	25,4
12a. Impôts sur la production et les importations	D.2	6.244	11,5	11,0	10,8	10,7	10,6	10,6
12b. Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	D.5	8.021	14,8	14,3	13,9	14,1	14,4	14,8
12c. Impôts en capital	D.91	60	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
13. Cotisations sociales	D.61	6.455	11,9	11,8	11,6	11,6	11,8	12,0
14. Revenus de la propriété	D.4	710	1,3	1,3	1,3	1,2	1,2	1,2
15. Autres ⁴		1.657	3,1	2,7	2,7	2,6	2,7	2,7
16=6. Recettes totales	TR	23.147	42,7	41,3	40,5	40,3	40,8	41,3
p.m.: Pression fiscale (D.2+D.5+D.61+D.91-D.995) ⁵		20.780	38,3	37,3	36,5	36,5	36,9	37,4
Principales composantes des dépenses								
17. Rémunération des salariés et consommation intermédiaire	D.1+P.2	6.574	12,1	12,1	11,9	11,7	11,7	11,8
17a. Rémunération des salariés	D.1	4.650	8,6	8,6	8,4	8,3	8,4	8,5
17b. Consommation intermédiaire	P.2	1.924	3,6	3,5	3,4	3,4	3,3	3,3
18. Prestations sociales (18=18a+18b)		10.563	19,5	19,3	18,7	18,5	18,7	19,0
dont Prestations de chômage ⁶		415	0,8	0,7	0,6	0,6	0,5	0,5
18a. Prestations sociales en nature	D.6311, D.63121, D.63131	2.440	4,5	4,5	4,3	4,3	4,4	4,4
18b. Prestations sociales en espèce	D.62	8.123	15,0	14,8	14,3	14,2	14,4	14,6
19=9. Charges d'intérêts	EDP D.41	184	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2
20. Subventions	D.3	719	1,3	1,4	1,3	1,2	1,1	1,1
21. Formation brute de capital fixe	P.51	2.051	3,8	4,0	3,9	3,8	3,7	3,7
22. Transferts en capital	D.9	437	0,8	0,8	1,0	1,2	1,2	1,1
23. Autres ⁷		1.774	3,3	3,2	3,1	3,0	3,1	3,2
24=7. Dépenses totales	TE ¹	22.302	41,2	41,1	40,2	39,8	39,9	40,1

Second tour des Présidentielles en France

Le front républicain fissuré

Emmanuel Defouloy, Paris

2017 n'est pas 2002. Quinze ans après la qualification de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle, celle de sa fille Marine n'a provoqué cette année en France ni le même choc, ni la même unanimité pour faire barrage au Front national. En cause, la banalisation du parti d'extrême droite, qui a peu à peu imposé ses thèmes dans la débat, en témoigne la politique migratoire restrictive menée par le gouvernement socialiste, et la crise de 2008, qui a considérablement aggravé la situation économique et amplifié les inégalités sociales.

On le pressentait, le front républicain n'est donc plus aussi solide qu'en 2002. On peut même dire qu'il a vécu. À droite, la principale faille est venue de Nicolas Dupont-Aignan, dont le ralliement surprise à Marine Le Pen, en échange du poste de Premier ministre si elle était élue, a marqué l'entre-deux-tours. C'est bien la première fois que le FN sort de son isolement partisan. Car le fondateur du mouvement Debout la France, qui a recueilli 4,7 pour cent des voix au premier tour de l'élection présidentielle, vient bien de la droite classique : il avait quitté l'UMP en 2007, en désaccord avec Nicolas Sarkozy quant aux suites à donner au référendum de 2005 sur la Constitution européenne. Il a d'ailleurs obtenu que le refus de scolariser les enfants de sans-papiers soit retiré du programme de Marine Le Pen. Sans pour autant échapper aux critiques : plusieurs cadres de son mouvement ont choisi de faire défection.

À gauche, c'est Jean-Luc Mélenchon qui s'est attiré les foudres de nombreux médias, pour ne pas avoir donné de consigne de vote pour le second tour, contrairement au PS et à de nombreuses figures de gauche qui ont explicitement appelé à voter Emmanuel Macron. Pourtant, le leader de la France insoumise a bien mis en garde

contre la « terrible erreur » que constituerait selon lui le choix de Marine Le Pen, et l'option de voter pour celle-ci ne figurait pas dans la consultation par internet de ses sympathisants. Dévoilé mardi 2 mai, le résultat lui a d'ailleurs donné raison : deux tiers ont opté pour le vote blanc ou l'abstention, un tiers pour le bulletin Macron. En ne dévoilant pas son vote, Jean-Luc Mélenchon s'est donc efforcé de garder ensemble les sept millions de voix qui se sont portées vers lui, afin de préparer les législatives des 11 et 18 juin.

Ces divisions à gauche se sont du reste reflétées dans le paysage syndical : loin de faire masse comme en 2002, les syndicats ont défilé le 1^{er} mai en ordre dispersé. Farouchements hostiles l'an dernier à la loi Travail, la CGT et FO ne veulent pas donner de chèque en blanc à Emmanuel Macron, lui qui entend réformer encore le droit du travail, dès cet été et par ordonnances. À sa manière, un ex-syndicaliste de l'usine Continental de Clairoix (Oise), fermée en 2009, a résumé la colère d'une partie de la gauche radicale : « On a jusqu'à dimanche pour virer la bête immonde, et à partir de lundi on vire le banquier ».

Pourtant, Emmanuel Macron n'a pas ménagé sa peine pour disqualifier l'extrême droite française, en la renvoyant aux heures les plus sombres de son histoire. Il s'est rendu à Oradour-sur-Glane, où 642 habitants ont été massacrés le 10 juin 1944 par une unité de Waffen SS. Il a visité le Mémorial de la Shoah, à Paris. Et il a rendu hommage au jeune Marocain Brahim Bouarram, tué dans la Seine en marge d'un défilé d'extrême droite le 1^{er} mai 1995.

Seulement, une grande partie des Français ne veut plus que les avis d'ordre moral escamotent des débats, en particulier sur l'emploi et le pouvoir d'achat des classes populaires. Malgré sa certitude d'avoir mené la bonne politique, François Hollande termine son quinquennat sur un mauvais chiffre du chômage : au moins de mars, il y a eu 43 700 chômeurs de plus en France. Et devant les grilles de l'usine Whirlpool d'Amiens (Somme), qui va être délocalisée en Pologne, Emmanuel Macron a eu le plus grand mal, sous les huées, à convaincre les ouvriers de son projet.



Emmanuel Macron n'a pas ménagé sa peine pour disqualifier l'extrême droite

De son côté, Marine Le Pen n'a cessé d'entretenir le flou sur sa volonté de sortir ou non de l'euro, notamment lors du débat télévisé très tendu de l'entre-deux-tours, alors qu'une très large majorité des Français reste attachée à la monnaie unique. Au final, Emmanuel Macron reste crédité dans les sondages d'une confortable avance sur Marine Le Pen (59 contre 41 pour cent), mais six électeurs sur dix qui comptent voter pour lui affirment qu'ils vont le faire par défaut. Tout indique donc que le prochain Président de la République ne sera pas élu par un vote d'adhésion.

Deutschland – Geburtsland der Grünen

Nur Mut

Martin Theobald, Berlin

Jede Steuerzahlerin in Deutschland wird diskriminiert. Das stellten Vertreter der Grünen zu Wochenanfang fest und forderten, dass die Steuerformulare doch auch die weibliche Form des Steuerpflichtigen berücksichtigen sollten. Eine Aktion, die in wenigen Worten ein treffendes Bild vom Zustand der Partei in Deutschland zeichnet. Während in Europa der Populismus sich Bahn bricht, die Europäische Union den Brexit meistern muss, Regierungschefs in aller Welt nur noch Muskeln spielen lassen, macht sich die Partei Gedanken über die geschlechtsneutrale Ausgestaltung der Steuererklärungen. Das wenige Tage vor den Landtagswahlen in Schleswig-Holstein und Nordrhein-Westfalen. Die Geschichte klingt ein wenig so, als hätte eine Fachgruppe in einem Ortsverband der Partei irgendwo in Baden-Württemberg sich an einem Montagabend Gedanken über die Weltverbesserung gemacht. Aus Ermangelung von Themen schaffte es ausgerechnet dieser Vorschlag dann auf die landesweite Agenda.

Den Grünen ist das Land fremd geworden und auch dem Land sind die Grünen fremd geworden. Bei den Wahlen zu den Landesparlamenten in

Düsseldorf bangt die Partei sogar um den Wiederinzug. Es fehlte an Menschen, die überzeugend für die Anliegen der Partei eintreten, und vor allem auch an Themen. Denn die einst erkämpften und erstrittenen Themen der Grünen wie Umwelt, Ende der Kernenergie, Lebensentwürfe jenseits der traditionellen Ehe, Minderheitenrechte sind mittlerweile mehr oder weniger zum Allgemeingut geworden – außer bei Vertreterinnen und Vertretern der AfD sowie deren Anhängern. Mit diesen Urthemen gingen auch Impetus, Charisma und Originalität verloren. Bei vielen Deutschen stehen heute nicht Christ- oder Sozialdemokraten für das Establishment, sondern eben die Grünen. Wer will, dass alles so bleibt, wie es ist, der macht sein Kreuz bei der einstigen Ökopartei.

Schlimmer noch: Die Grünen können sich nicht Veränderungen anpassen, keinen sozialen, keinen ökonomischen und keinen politischen. Als im Herbst vor vier Jahren die FDP aus dem Bundestag rausgewählt wurde, schafften es die Grünen nicht, die – nach dem Abgang der Liberalen – brachliegenden Themen zu besetzen. Dabei wären Bürgerrechte und Freiheitsrechte naheliegend, die

Diskussion um Datensicherheit und Informationsfreiheit eine Grundfeste. Doch die Grünen bleiben stumm, selbst dann, wenn es um Grundrechte wie Meinungs- oder Versammlungsfreiheit geht. Man wagte die Urwahl der Kandidaten, die die Partei in den Bundestagswahlkampf führen sollten, scheute aber das Risiko und setzte stattdessen auf Karin Göring-Eckardt und Cem Özdemir, die beide für den konservativen Flügel der Partei stehen. Noch dazu stand Göring-Eckardt nicht einmal zur Wahl. Sie war als Quotenfrau für die Spitzenposition gesetzt. Dabei sollten die Grünen über die Position des Spitzenkandidaten grundsätzlich nachdenken, denn keiner Partei ist Individualismus so fremd wie den Grünen. Während die SPD vor ihrem Erlöser Martin Schulz in die Knie ging, ertragen die Grünen Persönlichkeiten wie den früheren Außenminister Joschka Fischer oder den baden-württembergischen Ministerpräsidenten Winfried Kretschmann nur mit Zähneknirschen. Dabei scheinen sich Menschen dieser Tage nach führenden Persönlichkeiten zu sehnen.

Auf die Angst vor Terror, wachsender Kriminalität und vor allen auf den Schock nach der Silves-

Den Grünen ist darüber die Vision abhanden-gekommen, das Ideal der Gesellschaft, für das es sich zu kämpfen lohnt

ternacht von Köln reagierte die Parteivorsitzende Simone Peters anfangs unbeholfen, reflexhaft: Es darf nicht sein, was dennoch ist. Ihre Antwort: Die Polizei ist ein Repressionsinstrument des Staates und böse. Deshalb müssen Menschen vor der Polizeiwillkür geschützt werden. In der Realität möchten die meisten Menschen jedoch von der Polizei vor Kriminalität und Terror, Polizisten hingegen vor gewalttätigen Menschen geschützt werden. Auf die Themen der Gesellschaft kommt es den Grünen gar nicht mehr an. Sie sind zu sehr vom persönlichen politischen Alltag getrieben: Um das eigene Überleben zu sichern, gilt es den nächsten Parteitag nicht aus den Augen zu verlieren, das austarierte Zusammenspiel zwischen den Parteiflügeln zu beachten, intern Mehrheit zu organisieren, Posten und Ausschüsse zu beanspruchen, Intrigen der Parteifreunde rechtzeitig zu errahnen, um schließlich auf dem richtigen Ticket zu stehen und Macht zu kumulieren.

Politische Routine, die allen Politikern gemein ist. Doch den Grünen ist darüber die Vision abhanden-gekommen, das Ideal der Gesellschaft, für das es sich zu kämpfen lohnt. Durch die parteiinternen Auseinandersetzungen sind die Grünen zur Partei der Vorschriftenmacher, der politisch korrekten Spaßbremsen und Wohlstandssaturierten geworden, die den eigenen Lebensstil allen anderen Menschen aufdrängen möchten – sei es durch die „Veggie Day“-Debatte oder die Aufregung um die Steuerformulare. Den meisten Menschen ist die sprachliche Ausgestaltung der Formulare Nebensache, so lange am Ende eine Erstattung herauskommt. Wenn die Grünen für ein Thema kämpfen, wird dies mit der moralischen Verteufelung des Gegners verbunden. Das Eintreten für eine Förderung des Radverkehrs kommt automatisch mit Tiraden gegen Autofahrer daher. Andere Parteien sind klug genug, dies zu unterlassen.

Und Europa? Im Entwurf zum Wahlprogramm der Grünen steht nichts zum Euro. Für Europa reichen ein paar Allgemeinplätze. Etwa: „Lobbymacht offenlegen!“ Diese Forderung wird die drängenden Probleme, in denen die Europäische Union dieser Tage steckt, kaum lösen. Während viele große Parteien damit beschäftigt sind, über die Stöckchen zu springen, die Rechtspopulisten ihnen hinhalten, könnten sich die Grünen als erste europäische Partei der Bürger und Bürgerrechte etablieren.

Plus de recul

Découvrez le nouveau Lëtzebuurger Land en vous abonnant gratuitement durant un mois.

land@land.lu
www.land.lu
téléphone 485757-1

.....

2.

ticker

.....

Maximum credible accident



Si la centrale de Cattenom explosait, combien EDF et le gouvernement français devront-ils payer en dommages et intérêts au Luxembourg ? Dans une analyse commanditée par Greenpeace Energy et publiée le mois dernier, le Forum ökologisch-soziale Marktwirtschaft (FÖS) tente de chiffrer les coûts financiers d'une catastrophe nucléaire de l'ampleur de Fukushima ou de Tchernobyl. Puis les compare aux montants engagés dans les mécanismes de responsabilité civile (« nukleare Haftungs- und Deckungsvorsorge ») tel que les prévoient plusieurs conventions internationales. La réponse du FÖS : Les coûts potentiels (se chiffrant dans les centaines de milliards d'euros) dépasserait de loin les dédommagements prévus (se chiffrant dans les centaines de millions d'euros). En 2013 déjà, une expertise d'un bureau d'avocats berlinois (commanditée par la fraction des Verts au Bundestag) était arrivée à la même conclusion. En France la responsabilité des exploitants est limitée à 700 millions d'euros. (En comparaison, Tepco, l'exploitant de la centrale de Fukushima, avait payé soixante milliards en dommages et intérêts jusqu'en avril 2017.) Les avocats notent : « Übersteigt der Schaden die jeweilige Haftungshöchstgrenze, entscheidet sich nach innerstaatlichem Recht des Staates des havarierten Kernkraftwerks, welcher Schaden in welchem Umfang ersetzt wird ». Autre détail qui pourrait s'avérer déterminant : « Nach dem internationalen Atomhaftungsrecht können Schadensersatzansprüche nur vor Gerichten des Staates des havarierten Kernkraftwerks [...] geltend gemacht werden ». À noter que le Luxembourg (à côté de l'Autriche et de l'Irlande) n'a signé ni le protocole de Paris modifié (2004) ni celui de Vienne (1963) fixant les responsabilités et limitant les dédommagements en cas d'accident nucléaire. Dans une question parlementaire, les députés verts Henri

Kox et Josée Lorschée demandent cette semaine au gouvernement « quels démarches » il compte entreprendre en la matière : « Est-ce qu'une législation nationale spécifique serait utile ? » bt

741 millions d'euros

Depuis que la CSSF expliquait que la spectaculaire hausse des résultats du secteur bancaire en 2016 (de quinze pour cent) était quasi-intégralement due à une plus-value de cession réalisée par « une banque de la place », beaucoup se demandaient de qui il pouvait bien s'agir. La réponse était : la Deutsche Bank Luxembourg SA. Comme l'indique son rapport annuel, elle a vendu en 2016 ses participations dans la Hua Xia Bank pour un gain net de 741 millions d'euros. À noter que la branche luxembourgeoise de la Deutsche Bank semble également avoir eu des démêlés avec la Justice. Son rapport annuel évoque ainsi des « Rückstellungen für Rechtsstreitigkeiten in Höhe von 14 Millionen Euro », sans pour autant préciser de quelles différends juridiques (ou fiscaux) il pouvait bien s'agir. (photo : pg) bt



Rectificatif

Dans un article paru la semaine dernière (« Aide d'État cachée »), nous qualifions René Steichen, qui siégeait en 2010 dans le conseil d'administration de la CLT-Ufa, de « social-démocrate ». En fait, il avait été ministre pour le CSV. bt

Nicolas Henckes,

fonctionnaire patronal, quittera son poste de secrétaire général de l'UEL pour endosser celui de directeur de la Confédération luxembourgeoise de commerce (CLO). Ce changement de carrière entre fédérations patronales serait un signe d'une nouvelle « transversalité », estime Nicolas Henckes. L'idée, raconte-t-il, serait née auprès du président de la CLC, Fernand Ernster,

et de celui de l'UEL, Michel Wurth. Après 22 ans et 7 mois à la tête de la CLC, Thierry Nothum vient de se reconverter dans le « consulting ». Henckes évoque la relève dans les termes du « change management ». En attendant, l'UEL se cherche encore un nouveau secrétaire général, qui travaillera aux côtés de l'administrateur délégué Jean-Jacques Rommes (lui même ancien directeur de l'ABBL). Il n'y aurait pas de « hidden shortlist », esime Henckes. bt

ABBL

Vendredi dernier, l'ABBL a tenu son assemblée générale pour présenter son bilan 2016 à ses membres. Dans sa communication externe, ce fut l'occasion pour donner sa grille de lecture des négociations autour d'une nouvelle convention collective de travail (CCT) qui est actuellement négociée. Alors que la CSSF avait constaté il y a quelques semaines que les salaires n'avaient augmenté que de 0,1 pour cent entre 2015 et 2016 et que l'inter-syndicale (Aleba, OGBL, LCGB) demande une augmentation linéaire « modérée mais réaliste » (+1,5 pour cent pour 2017, +1,5 pour cent en 2018 et +2 pour cent en 2019), l'ABBL estime de son côté que les frais de personnel « ont augmenté de plus de quarante pour cent » sur la dernière décade. Elle rappelle également que, depuis 2008, il y a une perte nette de 1 207 emplois dans le secteur bancaire. bt

Negativzinsen

Laut *Luxemburger Wort* hat die Finanzsparte der Post (CCP) ihren Firmenkunden per Schreiben mitgeteilt, dass sie ab dem 1. Juli 0,4 Prozent Zinsen auf Einlagen ab einer Million Euro verlangen wird. Die Post hat sich vergangenes Jahr bereits mit der Banque Raiffeisen zusammengetan, damit ihre Schalterkundschaft ihre Einlagen auf ein Sparbuch bei der Kooperativbank transferiert. So versucht die Post den durch die niedrigen Zinsen im Euroraum entstandenen Schaden in ihrer Finanzsparte zu reduzieren, da sie selbst Negativzinsen zahlen muss, wenn sie die Einlagen der Kunden bei anderen Banken deponiert. Andere Banken reichen den von der Europäischen Zentralbank verordneten

Strafzins auf Einlagen schon länger an Großkunden weiter. (Foto: sb) ms



Umzugskartons

Die Mitarbeiter von JP Morgan Chase in London können demnächst die Umzugskartons packen. Wie Daniel Pinto, Chef der Investmentsparte, in einem Interview ankündigte, werde die Bank Hunderte von Mitarbeiter aus London auf ihre Standorte in Dublin, London und Luxemburg verteilen, um den Ausstieg Großbritanniens aus der EU vorzubereiten. „We will have to move hundreds of people in the short term to be ready for day one, when negotiations finish, and then we will look at the longer-term numbers“, so Pinto. Vor dem Referendum hatte die amerikanische Großbank angekündigt, bis zu 4 000 Mitarbeiter der Bank in London müssten umgesiedelt werden. Pinto sagte diese Woche, die Zahl könnte, je nachdem wie die Verhandlungen ausgehen, höher oder niedriger sein. Ausschlaggebend ist, ob das endgültige Abkommen das Recht auf einen EU-Pass für britische Finanzdienstleister vorsieht, der ihnen Zugang zum europäischen Binnenmarkt gewährt, oder eben nicht. ms



Zu extensiv

Der Europäische Gerichtshof ist der Ansicht, dass das Luxemburger Mehrwertsteuerrecht im Widerspruch

oder drittes Quartal 2018 – dann soll den Inflationsvorhersagen des Statec zufolge die nächste Indextranche erfolgen. Für das laufende Jahr rechnet das Statistikamt mit einer Inflationsrate von 1,8 Prozent und für kommendes Jahr mit 1,7 Prozent. Dass die Preise schneller steigen – 2016 hatte es gerade einmal 0,3 Prozent Inflation gegeben – erklärte das Statec durch den Anstieg der Erdölpreise, der voraussichtlich anhaltend guten Konjunkturlage und der Indextranche, die vergangenen Januar fällig wurde und zur Verteuerung verschiedener Dienstleistungen geführt habe. Vergangenen Monat stiegen die Verbraucherpreise laut Statec im Jahresvergleich um 1,9 Prozent. Von den Mineralölpreisen abgesehen, trieben hauptsächlich teurere Reisen während der Osterferien, teurere Finanzdienstleistungen und teurere Mobilfunkrechnungen den Index nach oben. ms

zum Unionsrecht steht. In der Rechtsache C-274/15 urteilte das Gericht, Luxemburg habe die Mehrwertsteuerrichtlinie von 2006 im Zusammenhang mit „selbstständigen Zusammenschlüssen von Personen“ „in zu extensiver Weise umgesetzt“. Die Richtlinie sehe vor, dass Dienstleistungen des Zusammenschlusses an seine Mitglieder, die für unmittelbare Zwecke der Ausübung von ohnehin steuerfreie Tätigkeiten von der Mehrwertsteuer befreit sind. Luxemburg legt das großzügiger aus, indem die Befreiung von der Mehrwertsteuer Mitgliedern eines Zusammenschlusses gewährt wird, wenn der Anteil ihrer Tätigkeiten, auf denen die Mehrwertsteuer fällig wird, nicht über 45 Prozent liegt. Wie viele solcher Zusammenschlüsse es gibt, um welche Beträge es dabei geht, und wie Luxemburg reagieren wird, konnte bis Redaktionsschluss beim Finanzministerium nicht in Erfahrung gebracht werden. ms

Schwindsucht



Bei KBL European Private Bankers haben die Gewinne Schwindsucht. Der Nettogewinn fiel von 81,3 Millionen 2015 auf sechs Millionen Euro im vergangenen Jahr und das trotz Sondereinnahmen aus dem Verkauf von Beteiligungen und Immobilien in Höhe von 71 Millionen Euro. Darüber hinaus kündigte die Bank einen weiteren Sozialplan an. In den kommenden zwei Jahren sollen 100 Stellen im IT-Bereich abgebaut werden. Immerhin zwölf Prozent der Beschäftigten in Luxemburg insgesamt. (Foto: pg) ms

Haftstrafen auf Bewährung

Im Prozess um die jahrelange systematische Erschleichung falscher Handelsermächtigungen (*d'Land*, 10 und 11/2017) für Handwerksbetriebe hauptsächlich portugiesischer Staatsbürger verhängten die Richter am Donnerstag eher milde

Strafen. Für den geständigen Hauptangeklagten, den pensionierten Beamten aus dem Wirtschaftsministerium Joseph L., sprachen die Richter eine Bewährungsstrafe von vier Jahren aus und verlangten zusätzlich 130 000 Euro Geldstrafe. Für seinen Helfer, den ehemaligen Wirt José Antonio S., auch er geständig, wenn anfangs auch nicht vollständig, verhängten sie eine Haftstrafe von drei Jahren auf Bewährung und forderten 40 000 Euro Geldstrafe. Die Kusine von Joseph L., Simone B., die im Mittelstandsministerium mit der Verwaltung der Akten befasst war, wurde zu zwölf Monaten Haft auf Bewährung und einer Geldstrafe von 3 000 Euro verurteilt. Ihr Arbeitskollege Raymond S. wurde freigesprochen. Die anderen Angeklagten, ehemalige Mitarbeiter von Treuhand- und Buchhalterfirmen, Jean B., Adela S., und Teresa D., erhielten Haftstrafen zwischen zwölf und 18 Monaten auf Bewährung sowie Geldstrafen von 2 500 bis 3 000 Euro. ms

Die Bil soll zum Verkauf stehen

Äddi a Merci?

Michèle Sinner

Ein wenig ist es so, als ob die Immobilienhändler auf der Route d'Esch ihre Schilder eingepflockt hätten, mit der Aufschrift: „À vendre – prix à discuter.“ Denn vielleicht bewirkt die Ende vergangener Woche von der Agentur *Bloomberg* verbreitete Nachricht, die Banque Internationale à Luxembourg (Bil) stehe für 1,5 Milliarden Dollar zum Verkauf, dass ein paar vorbeifahrende Passanten sich beim Besitzer melden, damit dieser ein bisschen abwägen kann, was die Interessenten zu zahlen bereit wären.

Denn außer diffusen, seit Jahren kreisenden Gerüchten, der Besitzer, in diesem Fall Precision Capital, Luxemburger Investmentgesellschaft der katarischen Herrscherfamilie Al Thani, wolle eventuell verkaufen, gibt es wenig konkrete Anzeichen für tatsächliche Verhandlungen. Zum Beispiel der Einmarsch eines Juristen- und Beraterkommandos, das sich im Datenraum einschließen würde, um die Bücher der Bank unter die Lupe zu nehmen.

Mag sein, dass die Unterhändler der Kataris sehr diskret vorgehen, ihr Statthalter in Luxemburg, George Nasra, zeigte in den vergangenen Jahren kaum Präsenz in der Öffentlichkeit. Mag sein, dass heutzutage nur noch ein digitaler, kein realer Datenraum mehr eingerichtet wird. Doch sogar *Bloomberg* konnte nur von „preliminary discussions“ berichten und blieb eine Antwort auf die Frage schuldig, wer 2017 eine Bank kaufen würde, dazu noch für eineinhalb Milliarden Euro und an der, kleines Detail, der Luxemburger Staat mit zehn Prozent beteiligt ist.

Denn wegen der anhaltend niedrigen Zinsen im Euroraum sinken die Margen der Banken, deren Gewinne zudem durch die neue Regulierung belastet werden, mit der die EU versucht, die Spirale zwischen öffentlichen und privaten Schulden, also der Rettung von Banken und Staaten, die Banken retten, zu beenden. Auch die Bil erklärte vor einem Monat bei der Bekanntgabe ihrer Ergebnisse, ihr Gewinn für 2016 falle geringer aus, weil die Bank erstmals 11,7 Millionen Euro in den neuen Resolutionfonds eingezahlt habe.

Auf die europäische Staatsschuldenkrise und auf den Willen der damaligen Regierung, die Bank ohne größeren Einsatz an öffentlichen Mitteln aus dem wankenden Mutterkonzern Dexia herauszulösen, ist zurückzuführen, dass sich die Bil heute zu 90 Prozent im Besitz von Precision Capital befindet. Denn 2011 geriet Dexia, nachdem Frankreich, Belgien und Luxemburg bereits 2008 mit Milliardengarantien eingegriffen hatten, erneut in Schwierigkeiten. Dexia stand besonders unter Druck, weil der Finanzkonzern sich als Geldgeber von lokalen, regionalen und nationalen Verwaltungen auf die Finanzierung öffentlicher Infrastrukturen spezialisiert hatte. Der Konzern brauchte Bargeld und ein Verkauf der Luxemburger Filiale schien eine gute Möglichkeit, kurzfristig welches zu beschaffen, ohne die ganze Struktur aufzulösen. So stimmte der damalige Dexia-CEO Pierre Mariani einem Verkaufspreis von 730 Millionen Euro zu, der in Luxemburg von vielen Beobachtern als zu niedrig betrachtet wurde und für den sie auch Jahre später noch den damaligen Luxemburger Finanzminister Luc Frieden (CSV), heute Verwaltungsratspräsident der Bil, wegen seiner guten Kontakte zum katarischen Herrscherhaus verantwortlich machen.

Dabei übersahen sie großzügig, dass die Bil ohne ihre wichtigen Beteiligungen an Dexia Asset Management und RBC Dexia Investor Services verkauft wurde, die ganz erheblich zu den Gewinnen der Bank beitrugen. Die Entwicklung der Gewinne in den vergangenen Jahren schien ihnen Recht zu geben. Nach einem bescheidenen Gewinn von 30 Millionen Euro 2012 stieg das Ergebnis 2013 auf 113 Millionen Euro, 2014 auf 123 Millionen Euro, 2015 auf 134 Millionen Euro und verbuchte vergangenes Jahr im „schwierigen Umfeld“ einen Gewinn von 110 Millionen Euro. Doch bei genauerem Hinsehen basieren die beeindruckend guten Ergebnisse der vergangenen Jahre oft in erheblichem Maße auf einmaligen Einnahmen. 2013 etwa verbuchte Bil 55 Millionen einmalige Einnahmen durch den „Liability Management Exercice“. 2015 verkaufte die Bank ihre Luxempart-Anteile für 67 Millionen Euro. Und 2016 bilanzierte sie Kapitalgewinne aus dem Investitionsportfolio in Höhe von 39 Millionen Euro.

Nichtsdestotrotz zahlte die Bil ab dem Bilanzjahr 2014 sehr anständige Dividenden an die Aktionäre;

2016 eingeschlossen zahlte die Bank 225 Millionen aus, von denen 202 Millionen den Eigentümerverhältnissen zufolge an die katarischen Investoren gingen. Die haben damit innerhalb von fünf Jahren ein Drittel ihrer ursprünglichen Investition von rund 660 Millionen Euro wieder eingenommen. An diesen Zahlen gemessen erweist sich der Kauf der Bil als weitaus rentablere Investition als die fast gleichzeitig erworbene KBL European Private Bankers, ehemalige Luxemburg-Filiale der belgischen Finanzgruppe KBC, die eigentlich ein Netz verschiedener Privatbanken quer durch Europa ist. Im Juli 2012 wurde der Verkauf von KBL an Precision Capital für 1,0021 Milliarden vollzogen. Seither hat KBL den Jahresberichten zufolge 143 Millionen Euro an Dividenden an den Alleineigentümer Precision Capital ausgezahlt.

Die beiden Banken, mutmaßten Medienvertreter vor sechs Jahren, könnten in der Folge der Übernahme durch Precision Capital fusioniert werden und der soziale Kahlschlag erfolgen. Zu einer Fusion kam es nicht, vielmehr teilten sich die beiden Banken ihre Tätigkeitsgebiete, auch geografisch, ein, KBL: übernahm die Aktivitäten der Bil in Bel-

gien, Bil dafür die der KBL in der Schweiz. Bei der KBL fielen bereits 2012 150 Stellen einem Sozialplan zum Opfer, während sich der Bil-Verwaltungsrat 2012 in seinem strategischen Wachstumsplan „envers l'ensemble du personnel“ engagierte.

Derweil die KBL durch Zukäufe wuchs und als hochwertige Privatbank vermarktet wurde, die, wie Beobachter meinen, als Hauptkunden dem Aktionär dient, ist die Bil nach wie vor eine „Universalbank“ mit weitgefächerten Aktivitäten, mit Schaltergeschäft, Privatkundengeschäft und eigenem Handelsraum. Die Schalterkundschaft bringt Stabilität und Liquidität. Doch Luxemburg ist ein hart umkämpfter Markt, den mancher Bankier als völlig „überbankt“ bezeichnet und in dem die staatliche Sparkasse BCEE den anderen Banken, darunter viele mit direkter oder indirekter staatlicher Beteiligung, die Bedingungen diktiert. Nur die BCEE, sagte Raiffeisen-CEO Guy Hoffmann dem *Land* vergangenes Jahr, verfüge annähernd über die kritische Kundenmasse, um die Investitionen in ein Schalternetz, in Informationstechnologie und Regulierung zu rechtfertigen, die eine Bank tätigen müsse.

Das Schalternetz der Bil ist nicht so groß wie das der BCEE, aber mit 40 Filialen auch nicht klein und die Bank versucht sich als Vorreiterin der digitalen Kommunikation mit den Kunden und Bankgeschäften darzustellen, was früher oder später dazu führen wird, dass weniger Personal am Schalter gebraucht wird. Dabei ist die Informationstechnologie die Achillesferse der Bil. Im Juni 2014 kündigte die Bank gemeinsam mit dem Schweizer Unternehmen Avaloq eine strategische Partnerschaft zum Aufbau eines Business-Process-Outsourcing Zentrums in Luxemburg an, das auch andere Banken bedienen sollte. Kurz davor hatte Bil die Avaloq Business Suite als neue IT-Lösung ausgewählt, um seine eigenen Bankgeschäfte abzuwickeln. Rund 400 Beschäftigte der Bank, hatten IT-Nachrichtendienste damals berichtet, sollten in die neue Struktur wechseln. Das neue IT-System habe einer Investition im dreistelligen Millionenbereich entsprochen, so ein Insider. Doch nur Monate später stoppte Bil in einer Entscheidung, die an die von Qatar Airways stornierten Cargolux-Boeing erinnert, erstens die Pläne für das Joint Venture mit Avaloq und bestellte außerdem deren Business Suite ab. Man



Dieses Jahr soll die Bil „bedeutende“ Investitionen in die IT-Infrastruktur vornehmen. Wie viel „bedeutend“ ist, sagt die Bankleitung in ihrem Jahresbericht nicht

Ein Verkaufspreis von 1,5 Milliarden Euro käme einer Wertverdopplung innerhalb von sechs Jahren gleich

werde mit dem alten System weiterarbeiten. Weil die notwendige Modernisierung nicht erfolgte, assoziieren heute manche Branchenkenner mit dem Stichwort Bil spontan „marode IT-Infrastruktur“. Die Bil gab vergangenen Sommer bekannt, nun das Avaloq-Konkurrenzunternehmen Temenos ausgewählt zu haben, um eine neue IT-Plattform zu liefern. Im Jahresbericht 2016 kündigt die Bankleitung „significant investments to upgrade the operating platform, enhance digital capabilities“ an. Genauere Angaben darüber, wie viel „significant“ sei und welche Folgen das für die Gewinne haben werden, sagten sie darin nicht. Doch KBL, die ihre Bilanz fürs vergangene Jahr diese Woche vorstellte, erklärte beispielsweise den spektakulären Rückgang ihres Gewinns von 81,3 auf sechs Millionen Euro mit Sondereinnahmen 2015 einerseits und andererseits mit gewichtigen Investitionen in die IT-Infrastruktur 2016.

Großzügiges Schalternetz, viel Personal, das bereits einmal ausgelagert werden sollte, dann bei der Bank blieb, die nun doch eine externe IT-Lösung kauft – vielleicht käme ein neuer Referenzaktionär da auf die Idee, dass die Bank über zu viel Personal verfüge. Wie also sollte sich der Minderheitsaktionär Staat verhalten, falls es einen Käufer für die Bil geben sollte?

Genau wie Precision Capital hat der Staat durch seine Bil-Beteiligung bisher beachtliche Dividenden kassiert, 22,5 Millionen Euro, dabei hatte er noch nicht mal Schulden aufgenommen, um die Anteile zu kaufen. Anders als bei der BGL BNP Paribas, wo ein Verkauf der staatlichen Beteiligung bisher auch daran scheiterte, dass Luxemburg ebenfalls Aktien des Mutterkonzerns BNP Paribas besitzt, deren Kurs seit Herbst 2008 nur selten ein Niveau erreichte, das es erlaubt hätte, sie ohne Verluste abzustossen, gibt es eine solche Problemstellung bei der Bil nicht. 2015 bestätigte Finanzminister Pierre Gramegna (DP) in einer Antwort auf parlamentarische Fragen die „intention de vendre à terme dès lors que les conditions seront jugées favorables“.

Sollte die Bil tatsächlich für 1,5 Milliarden Dollar verkauft werden können, was immerhin einer Wertsteigerung von fast 100 Prozent entsprechen würde, würde auch der Staat viel Geld verdienen können, Geld, das er allerdings derzeit nicht dringend braucht. Darüber hinaus, riskiert ein möglicher Verkauf der Bankenbeteiligung politisch unangenehm zu werden, unabhängig davon, wie sich der Staat verhält. Man stelle sich die Vorwürfe der Gewerkschaften Richtung Regierung vor, wenn es innerhalb der Bank zu größeren Personalbewegungen käme und sie hätte kurz vorher ihre Beteiligung versilbert. Man stelle sich die Vorwürfe der Gewerkschaften Richtung Regierung vor, wenn sie einen solchen Umbau als Aktionär absegnen würde...

Les fusions et acquisitions sont-elles défavorables aux clients ?

Le crédit, victime de la concentration bancaire



La dépendance à l'égard des banques est naturellement plus élevée pour les PME qui n'ont pas ou peu accès aux marchés financiers

Georges Canto

Au début de 1998, on a pu assister à une manifestation assez étonnante devant la gare de Cornavin à Genève, une ville qui n'en connaît guère si on met à part celle du 1^{er} mai. Les participants n'étaient pas les salariés de quelque entreprise en faillite ou menacée de délocalisation, ni des altermondialistes protestant contre la politique de l'OMC dont le siège se trouve à quelques centaines de mètres, mais... des clients de banques. Plus précisément ceux de l'Union des Banques Suisses et la Société de Banque Suisse, qui avaient annoncé leur fusion le 8 décembre 1997. Particuliers comme entreprises dénonçaient les conséquences qu'auraient pour eux la constitution d'un mastodonte bancaire mondial, d'une taille disproportionnée au marché suisse, et face auquel leur « pouvoir de négociation », déjà fort maigre, serait réduit à néant.

De fait, dans les semaines et les mois suivants, les petites banques locales, comme le réseau Raiffeisen, les banques cantonales et même la banque Migros connurent un afflux de nouveaux clients ne souhaitant plus rester dans la « nouvelle UBS », née officiellement le 1^{er} juillet 1998. Les craintes exprimées par les clients des banques à l'occasion de fusions ou d'absorptions concernent prioritairement l'accès au crédit, et les petites et moyennes entreprises sont à cet égard les plus concernées.

Plusieurs études menées dans des pays industrialisés ont montré que, en provoquant des changements organisationnels majeurs au sein des établissements bancaires, les fusions et acquisitions avaient en général un impact négatif sur l'accord de crédits aux PME. Mais les résultats n'étaient pas toujours concluants en raison de la diversité des banques impliquées (tailles, modèles d'affaires, pays). De plus les travaux sur le sujet n'avaient jamais pris en compte les effets d'une fusion entre deux très grandes banques. Une lacune comblée avec la publication en avril 2017 d'un article académique signé par trois chercheurs français (Henri Fraisse et Mathias Lé, de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, et Johan Hombert, de l'école HEC Paris). Sous le titre anglais *The Competitive Effect of a Bank Megamerger on Credit Supply*, il évoque la fusion intervenue en 2009 en France entre les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne, qui a donné naissance au groupe BPCE. Les bilans de ces deux gros établissements étaient alors respectivement de 600 et 400 milliards d'euros, soit trente et vingt pour cent du PIB français. Chacun pesait ainsi, en valeur relative, davantage que la plus grande banque américaine (JP Morgan, 10,7 pour cent du PIB). Sur le plan du crédit aux entreprises le rapprochement des Banques Populaires (10,2 pour cent du marché) et des Caisses d'Épargne (5,1 pour

La crainte est que le mouvement de concentration aboutisse à une réduction de l'accès au crédit pour les PME, ce qui est contraire à la politique suivie par la BCE

cent) engendrait le deuxième groupe national avec une part de marché de 15,3 pour cent.

L'étude, qui a porté sur les deux années suivant la fusion, a consisté à découper le territoire national en 95 « zones de chalandise » et à comparer l'évolution de l'offre de crédit entre celles où le nouvel ensemble détenait une forte part de marché et celles où sa présence était plus modeste. Trois conclusions ressortent clairement. Là où la présence conjointe d'une Banque Populaire et d'une Caisse d'Épargne était forte, l'offre de crédit par ces deux établissements a diminué de 5,1 pour cent (principalement à court terme) en seulement deux ans, alors qu'il n'y a pas eu de baisse du volume de prêts dans les zones où le nouveau groupe n'était pas dominant, et ce, malgré la conjoncture de crise qui prévalait au moment de la fusion. Cette baisse ne provient pas d'une diminution de la demande de la part des entreprises, qui auraient par exemple souhaité, suite à la fusion, diversifier leurs partenaires bancaires : aucun effet de substitution n'a été observé.

La diminution de l'encours de crédit ne s'est pas traduite par un « coup de rabot » général mais par l'éviction de certaines entreprises (*firm exit*), c'est-à-dire par des fins de relation : elles ont augmenté de quatre pour cent et ont touché des sociétés connaissant des problèmes de trésorerie. Ce constat est nouveau car la plupart des études avaient conclu jusqu'ici que l'effet négatif des fusions sur le crédit intervenait par le truchement d'une hausse de la « prime de risque » (*spread*). Les auteurs montrent que, là où existe une position régionale dominante, les banques confrontées à des dossiers de moins bonne qualité n'augmentent pas leurs prix mais se contentent de refuser d'accorder ou de renouveler un prêt. Une situation qui a d'ailleurs conduit en France dès le début de la crise en octobre 2008 à

mettre en place un « médiateur du crédit aux entreprises ». L'article conclut donc qu'à une faible concurrence correspond un soutien insuffisant aux entreprises en difficulté.

En revanche les entreprises ayant échappé au « nettoyage du portefeuille » ou celles implantées dans des zones plus concurrentielles n'ont pas connu de diminution des concours bancaires et ont pu mener à bien leurs projets d'investissement et de créations d'emplois. Les auteurs se sont demandé si cette situation de « refus de crédit par une banque en position dominante » était spécifique à la France ou aux deux établissements étudiés. Si elle ne l'était pas, ce serait un sujet de préoccupation pour deux raisons.

La première est que dans l'UE et singulièrement dans la zone euro les entreprises sont dépendantes du crédit bancaire, qui représente en moyenne 75 pour cent de leurs ressources d'emprunt. Selon l'économiste Patrick Artus « les entreprises américaines sont surtout financées sur les marchés financiers et les entreprises de la zone euro par le crédit bancaire avec un faible recours aux obligations. L'encours de crédits aux entreprises représente treize pour cent du PIB aux États-Unis, cinquante pour cent dans la zone euro. L'encours d'obligations des entreprises représente 36 pour cent du PIB aux États-Unis et neuf pour cent dans la zone euro ». La dépendance à l'égard des banques est naturellement plus élevée pour les PME qui n'ont pas ou peu accès aux marchés financiers.

La seconde raison est que la BCE et les régulateurs nationaux se montrent très favorables à un mouvement de consolidation, jugeant le secteur bancaire européen trop « atomisé ». En dépit d'une diminution de vingt pour cent au cours des cinq dernières années, le nombre d'institutions de crédit atteint en effet 5 200 dans la zone euro et 6 800 au niveau de l'UE à 28. Certains pays comme l'Allemagne sont très concernés, les dirigeants de la Deutsche Bank et de la Commerzbank ayant admis l'été dernier qu'« il y a tout simplement trop de banques en Allemagne ».

La crainte est que le mouvement de concentration souhaité, dès lors qu'il porterait sur de grands établissements et se traduirait dans certaines zones par une réduction de la concurrence, aboutisse à la situation décrite dans l'article français, c'est-à-dire une réduction de l'accès au crédit pour les PME, ce qui est contraire à la politique suivie par la BCE. Pour cette raison de nombreux experts plaident plutôt, à partir d'un certain niveau de concentration, pour la création de vastes ensembles transfrontaliers avec une présence faible dans de multiples pays plutôt que dominants dans un seul pays.

Chronique Internet

Ados déprimés, une mine d'or pour Facebook ?

Jean Lasar

Facebook a informé certains investisseurs qu'il est en mesure d'analyser l'état psychologique de ses jeunes utilisateurs et de faire correspondre à leur état les publicités qui leur sont soumises. Ainsi, des adolescents qui se sentent « stressés », « inquiets », « stupides », « nerveux », « sans valeur » ou « vaincus » verront des annonces susceptibles de leur redonner confiance en eux-mêmes.

Ces informations figurent dans un rapport interne que s'est procuré le journal *Australian* mais que celui-ci n'a pas publié dans son intégralité. Il aurait été préparé par deux membres du management de Facebook en Australie pour une banque à partir de données recueillies auprès de 1,9 million de lycéens, 1,5 million d'étudiants et trois millions de jeunes travailleurs australiens et néo-zélandais. Il est parfaitement plausible que le réseau social se soit livré à cette étude, qui suggère qu'il est bien plus engagé dans des démarches de manipulation de ses utilisateurs à des fins mercantiles qu'on n'ose imaginer.

Après les fake news, la manip émotionnelle marchande

Facebook s'est dans un premier temps excusé pour avoir mené ces recherches et a expliqué avoir entamé des procédures disciplinaires, pour ensuite critiquer l'article et son auteur, affirmant dans un courrier interne que le premier était « trompeur », que le second « publie des brûlots chaque lundi » et niant que Facebook « propose des outils pour viser les gens en fonction de leur état émotionnel ». La référence à la périodicité de l'article de l'*Australian* en évoque une autre, mentionnée dans l'étude, selon laquelle la période de lundi à jeudi est habituellement consacrée à des sentiments « anticipatifs », celle de la fin de la semaine à plus « de réflexion ». « Lundi à jeudi porte sur la génération de confiance, le weekend sert à faire état de ses succès », a rapporté l'*Australian*.

Il semble plus que plausible que Facebook ait bel et bien mené de telles recherches, en Australie et ailleurs. Un ancien responsable de Facebook chargé de monétiser les données recueillies auprès des utilisateurs du réseau, Antonio Garcia Martinez, a réagi dans le *Guardian* pour dire qu'une telle agrégation de données est techniquement possible. Certes, a-t-il commenté, la grande majorité des informations publiées par les utilisateurs de Facebook n'a aucune valeur marketing. Mais pour ceux qui s'attachent à concevoir le bon mélange de données sur l'âge, la géographie, l'heure du jour, les goûts musicaux ou cinématographiques, qui utilisent les ressources de l'intelligence artificielle et font suffisamment de tests, il est parfaitement possible d'obtenir des résultats très convaincants. Antonio Garcia Martinez reconnaît ne pas savoir s'il y a bien une pratique d'adéquation entre les publicités servies et les émotions, mais assure que Facebook propose un ciblage en fonction de classifications « psychométriques », qui permet de viser un public particulier dont le publicitaire pense qu'il sera sensible à son message. De telles pratiques sont naturelles pour Facebook sauf si le public s'y oppose massivement, fait-il valoir. Ainsi, la réaction à l'implication du réseau social dans la diffusion massive de fausses nouvelles lors des élections présidentielles américaines de 2016 a contraint Facebook à assumer ses responsabilités et à mettre en place des filtres.

Facebook reste à l'affût de nouveaux moyens de générer des revenus. Après avoir annoncé d'excellents résultats cette semaine, avec une croissance sensible de son chiffre d'affaires et de son bénéfice net, ses actions ont pourtant sensiblement chuté parce que la société a prévenu ses actionnaires que sa croissance serait nettement moins forte cette année qu'en 2016. La raison : Facebook atteint la limite de ce que ses utilisateurs (ils sont 1,994 milliard) sont prêts à tolérer en matière de publicités insérées dans leur *timeline*. Après les *fake news*, la manip émotionnelle marchande : si Facebook en est à jouer sur les émotions de ses jeunes utilisateurs pour satisfaire ses actionnaires, la vigilance est plus que jamais de mise.



Les classifications « psychométriques » permettent la publicité ciblée

Die Europaabgeordnete Mady Delvaux im *Land*-Gespräch über Roboter und künstliche Intelligenz

„Ein Roboter ist kein Mensch“

Interview: Anina Valle Thiele

Die sozialistische EU-Parlamentarierin Mady Delvaux ist die erste, die einen Vorstoß zur Regulierung von Robotik und künstlicher Intelligenz auf EU-Ebene unternommen hat. Dazu gab eine von ihr präsierte Arbeitsgruppe einen 73-seitigen Bericht heraus, der konkrete Empfehlungen an die EU-Kommission für zivilrechtliche Regelungen in diesem Bereich enthält.

d'Land: Haben Sie Angst vor Robotern, Frau Delvaux?

Mady Delvaux: Ursprünglich war ich eher ängstlich gegenüber Robotern eingestellt. Aber im Laufe unserer Arbeit im Europaparlament habe ich erkannt, dass die Robotik wie eigentlich jede Technik ihre Vor- und Nachteile hat. Autos können für den Menschen gefährlich sein, Elektrizität auch. Trotzdem begeistern uns Autos, und wir können uns ein Leben ohne Elektrizität gar nicht mehr vorstellen. Ich glaube, es gibt keine Technologie, die nur Schaden verursacht, ohne zugleich viel Gutes zu bringen. Die Frage ist daher, welchen Rahmen wir schaffen müssen, damit die Robotik uns Menschen von größtmöglichem Nutzen ist.

Der Verkauf von Robotern nahm zwischen 2010 und 2014 um 17 Prozent zu, die Zahl der Patentanmeldungen hat sich in den letzten Jahren verdreifacht. Stehen wir vor einer neuen digitalen Revolution?

Ich denke schon, dass Digitalisierung und Robotik ein neues Zeitalter einläuten, denn nahezu alle Bereiche des Lebens werden berührt: die Arbeit, das Private, die Pflege, das Gesundheitssystem, die Erziehung. Wir stehen mitten im Prozess der Digitalisierung.

Was sind „Roboter“? Wie haben Sie den Begriff in Ihrem Bericht eingegrenzt?

Die Suche nach einer einheitlichen Definition sorgte in unserer Arbeitsgruppe für viel Kopfzerbrechen. Einmal pro Monat hatten wir auch einen Austausch mit Robotik-Experten aus der Wissenschaft und Vertretern der Industrie. Roboter ist nicht gleich Roboter, je nach Anwendungsbereich unterscheidet er sich in seiner Funktion erheblich, und sogar in seiner Physiognomie. Ein Pflegeroboter zum Beispiel hat viel komplexere Aufgaben zu erfüllen als ein Staubsaugerroboter. In unserem Bericht haben wir die EU-Kommission aufgefordert, eine Definition auszuarbeiten, die einige wichtige Eigenschaften berücksichtigt. Allein über seine mathematisch-algorithmischen Fähigkeiten soll ein Roboter nicht definiert werden. Er muss stets einen physischen Träger haben, selbst wenn der nicht umfangreich ist.

Über die Automatisierung wurde vor etwa 50 Jahren eine ähnliche Diskussion wie heute über die Robotik geführt – zwischen Heilerwartung und Untergangsszenario. Hochautomatisierte Fabriken gibt es seit drei gut Jahrzehnten, und wir leben immer noch. Was ist neu?

Wie gesagt: Nahezu jede technologische Entwicklung bringt Erwartungen und Ängste mit sich. Die ersten Roboter wurden tatsächlich schon vor 80 Jahren entwickelt, so neu ist die Robotik also gar nicht. Die am stärksten robotisierte Industrie in Europa ist die deutsche – und sie ist die erfolgreichste im Export. Roboter der heutigen Generation interagieren immer mehr mit Menschen. Dass innerhalb von Produktionsprozessen Roboter durch einen Käfig vom Menschen getrennt sind, wie wir das beispielsweise aus der Autoindustrie kennen, ist immer weniger der Fall. Dieses Zusammenspiel und die Zusammenarbeit von Robotern und Menschen ist neu und stellt uns vor neue regulatorische Herausforderungen.

Welcher Aspekt ist dabei der wichtigste?

Anfangs dachte ich, wir schreiben ein allumfassendes Gesetz über die Robotik, und dann ist in der EU das Problem gelöst. Die Probleme sind aber viel komplexer. Zunächst müssen wir klären, inwieweit sich die bestehenden Gesetze auf die neuen Gegebenheiten der künstlichen Intelligenz und Robotik anwenden lassen. In einigen Gebieten wissen wir bereits, dass die bestehende Gesetzeslage nicht ausreicht, klar ist

zum Beispiel, dass wir dringend neue Regelungen zur Haftpflicht brauchen. Fahrerlose Autos nähern sich der Marktreife, doch ehe wir der Autoindustrie grünes Licht geben können, muss noch einiges zur Haftpflicht bei Unfällen mit diesen Autos klargestellt werden. Ein weiteres Problemfeld ist die Datensicherheit und der Schutz der Privatsphäre: Ein Roboter sammelt unwahrscheinlich viele Daten. Aber was darf er damit machen, wem gehören die Daten, wer hat Zugang auf sie? Die derzeitigen Gesetze in diesem Bereich müssen überarbeitet werden, damit sie tatsächlich wirken können.

In den USA und Deutschland kam es bereits zu Unfällen mit Autos mit so genanntem Autopilot. Wer sollte in so einem Fall haften, der Hersteller, der Programmierer oder der Besitzer?

Meiner persönlichen Ansicht nach, der Autohersteller. Er ist verantwortlich für die Programmierung eines Systems, er steht im Kontakt mit dem Netzwerkbetreiber, und der Kunde muss darauf vertrauen können, dass ein Auto sicher ist. Volvo zum Beispiel hat bereits angekündigt, für seine künftige Flotte von „driverless cars“ die Haftpflicht bei Unfällen zu übernehmen.

Stellt sich die Frage jetzt schon oder erst dann, wenn Autos ganz ohne Lenkrad und Pedalerie auf den Straßen sind?

Nach der Wiener Straßenverkehrsordnungskonvention muss selbst in einem Fahrzeug mit Autopilot der Fahrer jederzeit wieder die Kontrolle übernehmen können. Ich persönlich halte es allerdings für sehr gefährlich, wenn man dem Fahrer sagt: „Das Auto fährt von selbst, du hafterst aber trotzdem.“ Immerhin müsste er in schwierigen Situationen oder bei einem überforderten System die Kontrolle übernehmen, wäre bei einem Unfall aber dennoch haftbar. Die Experten sind sich nach wie vor nicht einig, nach welcher Reaktionszeit ein Mensch wieder voll konzentriert hinterm Steuer sitzt. Sind es zehn, 15 oder 20 Sekunden? Und ist es dann für die Gefahrenvermeidung nicht womöglich schon zu spät?

In Ihrem Leitartikel an die EU-Kommission heißt es zu Beginn: „In der Erwägung, dass letzten Endes die Möglichkeit besteht, dass die künstliche Intelligenz langfristig die intellektuelle Fähigkeit des Menschen überflügeln könnte ...“ Halten Sie das für möglich?

Im Moment ist die künstliche Intelligenz noch nicht so weit entwickelt, dass wir das befürchten müssten,

und es ist schwer vorhersehbar, ob das jemals so sein wird. Wir haben versucht, die Ängste der Menschen mit in den Bericht aufzunehmen. Und Wissenschaftler versichern mir, dass man in der Wissenschaft auf jeden Fall nichts für unmöglich halten darf.

Trotzdem schlagen Sie vor, den rechtlichen Status von Robotern aufzuwerten. Sie sprechen von „E-Personen“. Ist es nicht ethisch problematisch, Roboter zu „E-Personen“ aufzuwerten und sie rechtlich mit Menschen gleichzustellen?

Die „E-Person“ hat in den letzten Wochen für viel Diskussionsstoff gesorgt und wird leider oft missverstanden. Ich habe in mehr als einem Zeitungsartikel gelesen, das Europaparlament wolle Mensch und Roboter rechtlich gleichstellen. Dem ist nicht so. Ein Roboter ist kein Mensch und wird nie einer werden. Wir brauchen aber immer jemanden, der bei einem Unfall haftet und für eventuelle Schäden aufkommt. Das ist für die jetzige Generation von Robotern ganz klar der Hersteller, der Programmierer oder der Netzwerkbetreiber – also in jedem Fall ein Mensch.

Die nächste Generation von Robotern aber soll lernfähig sein und autonom handeln können.

Richtig, und dann wird die Verbindung zwischen dem Programmierer und den Handlungen des Roboters sehr komplex und keineswegs immer leicht zurück zu verfolgen sein. Für solche Fälle wäre die Einführung einer E-Persönlichkeit für Roboter eine Möglichkeit, um einerseits die Roboter zur Verantwortung zu ziehen und andererseits dem Verbraucher zu versichern, dass immer jemand für einen Schaden aufkommt. Wir haben aber nicht vor, Robotern irgendwelche menschlichen Züge zu geben.

Also werden Roboter nicht irgendwann das Wahlrecht kriegen?

Wir haben in den Anhörungen auch den französischen Anwalt Alain Bensoussan getroffen, der ein Buch über Rechte und Pflichten von Robotern herausgebracht hat. Das ist eine Schule, die in ihren Überlegungen sehr weit geht und beispielsweise davon ausgeht, dass die nächste Entwicklungsstufe eine transhumane sein wird, die eine Verbindung von Mensch und Roboter zu einem Supermenschen hervorbringt. Das ist doch Sciencefiction!

Über den Verlust von Arbeitsplätzen durch Robotik wird viel gemutmaßt. Wie viel Arbeit werden uns Ro-

boter abnehmen? Reicht demnächst eine 20-Stunden-Woche und wir gehen den Rest des Tages aneln?

Aus Expertenkreisen sind dazu gegensätzliche Prognosen zu vernehmen. Rund die Hälfte geht davon aus, dass mehr Berufe zerstört als neue geschaffen werden, die andere Hälfte behauptet das Gegenteil. Sicher ist, dass verschiedene Aufgaben in Zukunft von Robotern übernommen werden, so wie in der Industrie die physische Kraft der Menschen ersetzt wird. Schon heute verschwinden einige Bereiche, es wird zum Beispiel keine Stenografie mehr gemacht, das ist schon lange vorbei. Welchen Weg wir genau einschlagen werden, ist nur schwer voraussehbar. Deshalb schlage ich ein intensives Monitoring sämtlicher Berufe vor, damit wir uns besser auf alle Szenarien vorbereiten können.

Sie hatten dafür plädiert, eine öffentliche Debatte über ein universelles Grundeinkommen zu führen ...

... und ich bedaure sehr, dass der Vorschlag im Plenum des EU-Parlaments keine Mehrheit fand. Denn falls das „Worst case scenario“ einer Massenarbeitslosigkeit eintritt, brauchen wir Lösungsansätze, um den Bürgern ein dezentales Leben zu garantieren. Mir liegen die Ängste der Bürger zu diesem Thema am Herzen und wir wollten sie ernst nehmen.

Wie finanzieren sich Sozialleistungen künftig, wenn der Roboter nicht in die Sozialkassen einzahlt? Wird es irgendwann eine Besteuerung für Roboter geben?

Ich bin durchaus dafür, dass man dort, wo die Arbeit des Menschen ersetzt wird, die Arbeit des Roboters besteuert. Das ist aber nicht für heute und auch nicht für morgen, sondern ein potenzieller mittel- bis langfristiger Lösungsansatz. Mir geht es vor allem darum, eine breite öffentliche Diskussion auszulösen. Beschuldigungen aus Industrie und Forschung, ich sei technikfeindlich und ich würde durch eine Robotersteuer die Entwicklung bremsen wollen, weise ich zurück. Im Gegenteil, die Kreativität und der Optimismus im Robotik-Sektor begeistern mich immer wieder und ich setze mich gerne dafür ein, dass die europäische Industrie konkurrenzfähig bleibt. In den USA, China und Korea wird massiv in Robotik investiert. Ich sage immer, ich will lieber mit einem europäischen Roboter interagieren als mit einem chinesischen.

Vielleicht ergibt sich gar nicht zwangsläufig eine Verringerung der Arbeitsstunden. In der kapitalistischen Logik liegt es doch, dass Lohnarbeit anfällt, weil sich

„Die Digitalisierung und Robotik werden ein neues Zeitalter einläuten, nahezu alle Bereiche des Lebens werden berührt: die Arbeit, das Private, die Pflege, das Gesundheitssystem, die Erziehung.“ Mady Delvaux

das Produkt gewinnbringend verkaufen lässt und nicht, weil sie gesellschaftlich notwendig ist ...

Wie gesagt: Die Beschäftigungsentwicklung ist nur schwer vorhersehbar, also sollten wir auf das „Worst case scenario“ Massenarbeitslosigkeit und das „Best case scenario“ Arbeitsüberschuss vorbereitet sein. Arbeit ist nicht nur wichtig fürs Einkommen, sie ist auch eine Selbsterfüllung und schafft eine soziale Bindung. Eine riesige Aufgabe für die Allgemeinheit ist in dem Zusammenhang die Schule: Wie bilden wir Menschen aus, die mit Robotern interagieren sollen? Muss man künftig programmieren können, oder reichen Kompetenzen, um digitale Technologien einzusetzen? In einer optimistischen Vision besteht immerhin die Erwartung, viele Produktionen aus Billiglohnländern nach Europa zurückzuholen.

Noch rentiert sich Kinderarbeit in Bangladesch mehr.

Ja, aber ich spreche von der Zukunft. Die Optimisten sagen, mit Robotisierung gebe es eine Chance, die Produktion zurück nach Europa zu bringen. Dadurch könnten Transportkosten und Umweltbelastungen verringert werden.

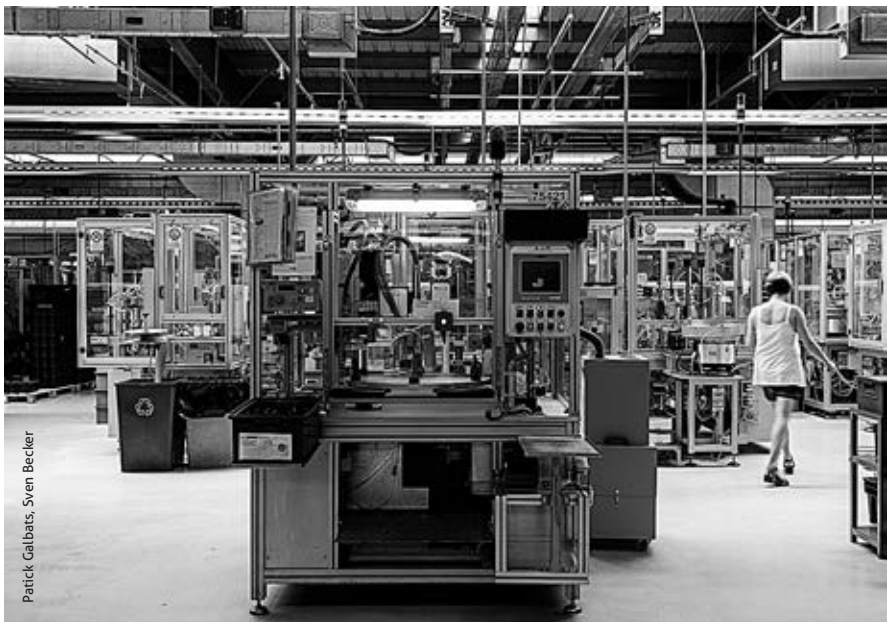
Kommt das menschliche Miteinander nicht zu kurz, wenn – wie bereits in Japan – Roboter die Pflege älterer Menschen verrichten? Oder meinen Sie, dass ältere Menschen dann sogar besser versorgt würden, etwa, weil Roboter weniger gestresst sind als menschliche Pflegekräfte? Ist die emotionale Bindung zu (m) einem Roboter, das Beziehungsmodell von morgen?

Der Bericht besteht vehement darauf, dass Roboter Menschen nicht ersetzen sollen. Ich denke aber, dass Roboter im Pflegebereich helfen können. Falls mehr und mehr Menschen in Heimen versorgt werden, muss man fragen, wie viele Stunden das Pflegepersonal Zeit hat, sich mit den pflegebedürftigen Menschen zu unterhalten. Und wie viel Zeit die Familie für einen Besuch aufbringt. Es bleiben viele Stunden am Tag, in denen der Mensch allein ist. Deshalb denke ich, dass Roboter die Arbeit des Pflegepersonals erleichtern könnten, aber man muss dabei immer aufpassen, dass die Pflege nicht ausschließlich von Robotern übernommen wird.

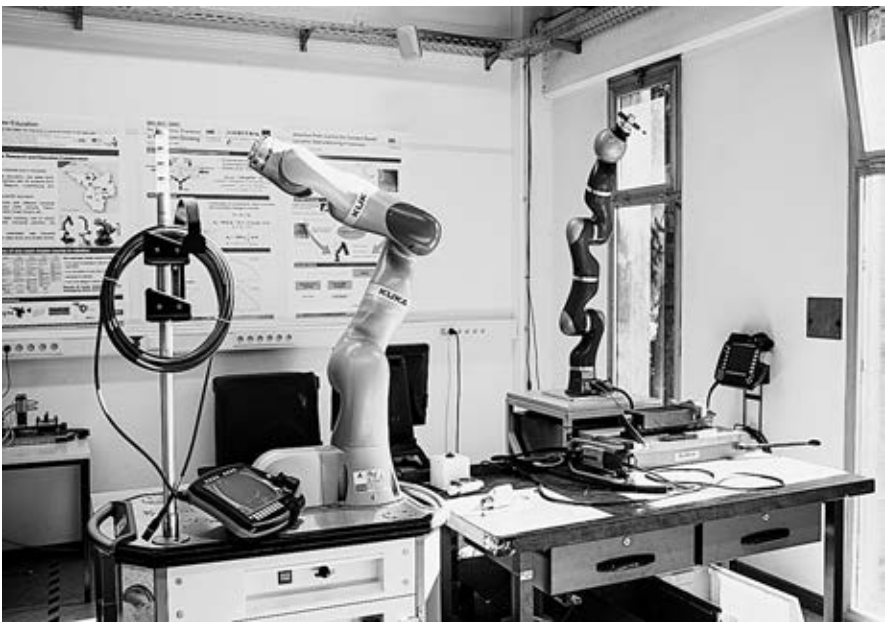
Zu Ihrer Frage, ob Menschen lieber mit einem Roboter interagieren als mit anderen Menschen: Das ist sehr individuell und hat nicht nur mit Robotern zu tun. Es gibt wohl Menschen, die stärkere emotionale Bindungen zu ihrem Hund oder



OP-Computer im Kirchberg Krankenhaus



Ein ethischer Kodex für den Umgang mit Robotern?



ihrem Besitz hegen als zu ihren Mitmenschen. Die emotionale Bindung zu einem Roboter ist ein großes Diskussionsthema in der Ethik und der Philosophie. Deshalb haben wir in dem Bericht unterstrichen, dass ein Roboter kein Mensch ist und nie einer werden kann. Ein Roboter kann beim Menschen Gefühle auslösen, er selber jedoch ist und bleibt gefühllos. Ich glaube nicht, dass es der Politik zusteht, über das individuelle

Gefühlsleben von Menschen zu entscheiden, aber es steht ihr zu, die Menschen auf diese Tatsachen aufmerksam zu machen.

Wäre es vor dem Hintergrund potenzieller Horrorszenerarien von Cyborgs, die die Welt beherrschen und den Menschen zerstören, wie das etwa Stanley Kubrick in A Space Odyssey mit dem Roboter „HAL“ andeutet – nicht geboten, die digitalen Ent-

wicklungen mit Vorsicht zu begutachten und an einem gewissen Punkt zu stoppen?

Ich bin keineswegs dafür, die digitale Entwicklung zu stoppen, aber wir sollten dennoch vorsichtig sein. Es ist wichtig, dass wir uns über internationale ethische Standards einig werden, welche Entwicklungen vertretbar sind und welche nicht. Man darf der Forschung nichts verbieten, aber ich glaube an

die Notwendigkeit eines Wertekodex'. Und es ist an der Zeit, dass die Politik sich eingehender mit der ganzen Thematik beschäftigt und es nicht nur bei Expertendiskussionen bleibt.

Schon jetzt kommt es weltweit zu Spionage. Wie wollen Sie den massiven Datenmissbrauch in Zukunft bei Robotern verhindern? Stellen Sie da auch auf einen ethischen Kodex ab?

Im Moment sehe ich keine andere Lösung als die Erstellung eines ethischen Kodex'. Ein grundsätzlicher Konflikt besteht darin, dass einerseits Transparenz herrschen soll, andererseits soll geistiges Eigentum geschützt werden. Dazu sind noch viele Diskussionen nötig. Für mich kommt es vor allem auf den transparenten Umgang mit den Daten an und ich sehe ein Problem eher darin, dass zurzeit einige wenige das Monopol über die Daten besitzen.

Die kleine Zeitzeugin

Kokettieren mit dem Monster.

Michèle Thoma

Wenn er seinen intensiv blauen, blauäugigen Blick in die Augen seines Gegenübers bohrt, wirkt er wie ein Kind, das eine Erscheinung hat. Ist er die Erscheinung? Eine ansprechende und viel versprechende Erscheinung. Aber spricht nicht die Leere aus ihm, eine nicht unansprechend verpackte Leere? Eine Leere voll von Angeboten, von Alles und Nichts? Von was, manchen wird es unheimlich, ist er unheimlich. Glatt, omnikompatibel, alles perlt an ihm ab, ist er nicht die perfekte Verkörperung des Kapitalismus, Macron Teflon? Eine Marionette, wie kolportiert wird, es wird nicht ganz klar, wer wessen Marionette ist. Einer, der unter einer Decke steckt, mit wem wohl? Das beliebte Hasscodewort Rothschild fällt. Ist er eine Mogelpackung, ein Etikettenschwindler, in Wahrheit der leibhaftige Inbegriff von Elite und System, ein trendig verpackter Wiedergänger des Kapitalismus? Ist er etwa ein Dämonkratiedämon?

Dann doch vielleicht besser das altbewährte Monster? Warum nicht mal das gute, alte Monster versuchen, das gute, alte Monster wäre was wirklich Neues. Was wäre wenn? Na, was schon? Endlich geht was weiter, sinnieren viele, was wohin weiter geht und bis wohin, wissen sie nicht so genau. Weil es ja so nicht weiter geht. Das altbewährte Monster ist vielleicht gar keins, sinnieren Schwule, Juden, Muslime, Lehrer. Eine Wähler_innengruppe, die auf den ersten Blick überrascht. Wie können ausgerechnet ...? Als freie Französinnen haben sie durchaus das Recht frei zu wählen, wer will es ihnen absprechen, sind sie etwa nicht people? Der Banlieue- Rapper mit den algerischen Wurzeln hat sie schon alle durch, eigentlich ist er links, eigentlich, aber jetzt wählt er den Front. Dann wird endlich was passieren, er kriegt den träumerischen Blick. Ja, Aufstände, möglich, etwas wird passieren. Was auch immer. Ein freundliches Schwulenpaar vor idyllischer Kulisse, im eigenen Weingarten, wird Marine wählen. Sie lieben Marine, sie nennen sie Mutter der Schwulen.

Warum nicht mal das gute, alte Monster versuchen, das gute, alte Monster wäre was wirklich Neues

Das mächtige Monster erscheint uns als mittelalte, blondierte Frau, die in High Heels die Bühne stürmt, in der Körperhaltung derb wie ein Kerl, mit einem großen, großzügigen Lächeln. Sie nimmt die Bühne ein, dass sie einnehmend ist, kann man ihr nicht absprechen. In Interviews

kann dieses Lächeln sehr warmherzig werden, mütterlich und verständnisvoll. Dass sie Mutter dreier Kinder ist um die sich sorgt, wenn sie in der Défense shoppen, erfährt die überraschte Zuschauerin, thematisiert hat Le Pen die eigene Familie kaum. Ihr Blond ist ein Billigblond, als hätte die Friseurin-Freundin ihr nach Feierabend schwarz eine Farbpackung verpasst, dabei rauchen sie am Küchentisch.

Das Monster ist ein mächtiger Profi, best in Bildern. Wie sie in See sticht auf dem Kutter, Profil gegen den noch dunkelblauen Morgenhimmel, in der Seeluft, die sie gierig einatmet, blonde Haare im Wind, aber vollkommen unkokett, das ist großes Kino. Wie sie den Tintenfisch auffängt und ihn

packt, eine die anpacken kann. Macron steht leicht beklommen vor einem Pferd in einer Pferdebox,

er tätschelt es lieber nicht. Er versucht es mit Menschen mit Behinderung, es ist nicht seine Szene, denkt die Zuschauerin. Offensichtlich ein paar Lücken im *Brigitte*-Coaching. Brav absolviert

er Gedenkstätten. Er wagt sich zu Gewerkschaftsbossen, während Le Pen Selfies mit Arbeiter_innen schießt. Damit schießt sie ihn ab, im Krieg der Bilder. Einen Augenblick lang jedenfalls, the show ist noch nicht vorbei...

Der linke Volksphilosoph macht einen auf geheimnisvoll. Genüsslich zelebriert er seine Wichtigkeit, zynisch spielt er seine Macht aus, um dann die eigenen Hände in Unschuld zu waschen. Die Linke macht das, was sie wirklich gut kann, sie streitet. Welcher deal ist wirklich dirty? Dürfen Linke eine nationale Sozialistin wählen? Was ist schlimmer, Elite oder Pöbel? Wer ist am meisten Volk? Ist weiß wählen die Unschuld wählen? Ni patrie, ni patron, skandieren idealistische Schüler_innen.

Faites pas gaffe, denkt sich die ferne, nahe Seherin beklommen.

Zu Gast im Land

D'Nohaltegkeet an all senge Facetten

Gusty Graas

Als Politiker ass et eis Aufgab net nëmmen un haut ze denken, mä esou ze handelen, dass eis Liewensqualitéit op Dauer ofgeséchert ass. Dofir muss eng raisonnabel Approche och derfir suergen, dass eis Ëmwelt geschützt gëtt. Well ouni propper Loft a Waasser an engem gudde Buedem notzt déi modernsten Technologie näischt! Nohaltegkeet deklinéiert sech awer net nëmmen am ökologesche Beräich, mä och op de wirtschaftlechen an de sozialen Niveauen. Esou kënnen mir eis Liewensqualitéit nëmmen hale wa mir weider an eis Infrastrukturen investéieren. An ouni gesond Staatsfinanzen ass eng nohalteg Sozialpolitik net dran.

Fir eng Agrikultur am Aklang mat der Natur

Och wann eis Landwirtschaft als Wirtschaftssecteur villäicht eng manner grouss Roll spillt wéi fréier, esou ass hire Stellewäert awer net a Fro gestallt. Mat 131 384 Hektar landwirtschaftlech genotzte Fläch kann een sech eist Land net ouni déi sëllege Felder, Wisen, Wén-

De Gusty Graas ass DP-Deputéierten a Schëffen vun der Gemeng Beetebuerg

gerten an Uebstbongerte virstellen. Aktuell bewirtschaften 2022 Bauerebetreiber dës Flächen, dat sinn der zwar manner wéi an der Vergaangenheet, si erlaben et eis awer weider vill Iesswuere lokal an domadder nohalteg hierstellen ze

kënnen. An dësem Zesummenhang ass et richtig, dass dat neit Agrargesetz speziell Primme fir Bauere virgesäit, déi Mesuren am Ëmweltschutz huelen. E wichtege weidere Schrëtt ass elo och, dass d'Baueren elo ënnerstëtzt gi wann se deeweis op de biologeschen Ubau ëmstellen.

E Waasserschutz fir Mënsch an Ëmwelt

Och de Waasserschutz ass e Beräich dee ganz enk mat der Nohaltegkeet verbonnen ass. Besonnesch am Quellschutz goufen hei an de leschte Joren Efforte gemaach. Wa mir de Krunn doheem opmaachen, denke mir guer net méi, dass dëst Waasser belascht kéint sinn, an dat soll och esou bleiwen. Well proppert Drénkwaasser eis all eppes ugeet, ass et dofir selbstverständlech fir sensibel Plazen ze schützen. Awer och beim Thema Kläranlage muss ee weider um Ball bleiwen, dat well verschidden Infrastrukture veraalt sinn an esou punktuell Adaptatiounen néideg sinn. Besonnesch déi reng mechanesch Anlage mussen der Vergaangenheet ugehéieren.

Alternativ Energien notzen

Eng aner Thematik an dësem Beräich ass natierlech d'Energie, hir Produktioun an hir Notzung. De Projet fir 800 weider Bornë fir elektronesch Autoen ze installéieren ass hei e Schrëtt an déi richtig Richtung. Luewenswäert ass och d'Steierreform, déi en Abatement fir d'Uschafe fir esou e Gefierer agefouert huet. Et bleift bis elo awer och nach weidert Potenzial ongenotzt, zum Beispill wat Solarenergie ugeet. Mat der positiver Entwécklung vum Präis vum Strom aus esou Energien, kënnen dës Technologien haut scho mat de klassesche Produktiounsme-thode mathalen.

Weider héich Investissementer an eis Mobilitéit

Fir eis Wirtschaft nohalteg ze gestalten an esou eis Liewensqualitéit op laang Siicht ze garantéieren, muss de Staat weider an der Mobilitéit handelen, dat besonnesch well et eiser Ekonomie erëm besser geet a weider Aarbechtsplaze

geschafe ginn. Wann den Ausbau vun der A3 op dräi Bunne kuerzfristig dës Streck entlaaschte wäert, sollt een awer och drun denke fir de Bussen, den Taxien an den Autoen an deene mindestens zwee Leit setzen eng gewësse Prioritéit ze ginn. Dëst kéint zum Beispill an iwwert d'Notze vun der Standspur geschéien.

Eis Staatsfinanze schreiwe gutt Zuelen

Mä all dës Mesurë sinn nëmme méiglech wann de Staat och seng finanziell Ressourcë responsabel geréiert. Mat engem zolitte Wuesstem deen de Chômage reduzéiert a mat gesonde Finanzen, huet de Staat Sputt fir am Interess vum Land ze agéieren. Dës Regierung mécht eng responsabel a laangfristeg ausgerichte Budgetspolitik, där hiert Ziel et ass, d'Land optimal op d'Erausforderunge virzebereeden, déi virun eis leien. Genau dat ass mat Nohaltegkeet gemengt.

(Text baséiert op senger Interventioun zum État de la Nation)



tablo

Concentration, ce mardi, dans les minuscules loges du Théâtre du Centaure, avant les répétitions finales de *Cassé* de Rémi de Vos, mis en scène par Myriam Muller. Le Français de Vos, 53 ans, s'y interroge sur la nouvelle violence du monde du travail, les délocalisations, licenciements, pressions, suicides... Or, il ne le fait pas sur le ton de la tragédie, mais sur celui de la satire. Sur scène de cette pièce engagée (écrite en 2012), on retrouvera la « famille » du Centaure : Caty Baccega, Eugénie Anselin, Olivier Foubert, Denis Jousset, Nicole Max, Francesco Mormino, Franck Sasonoff et, bien sûr, Jules Werner. « Chez moi, dit Rémi de Vos dans un entretien (cité dans le dossier de presse), le comique est un trait de caractère, pas une posture. (...) Le rire est suspect, il y a des choses dont il est politiquement et idéologiquement incorrect de rire. (...) Le vaudeville peut être violent et cela m'intéresse. » (Première ce soir, 5 mai, jusqu'au 24 mai ; theatrecentaure.lu). jh

Land-Art



Non-lieux et interstices

Après avoir été le photographe attitré du *Land* et couvert maintes campagnes électorales, débats parlementaires, révolutions économiques ou actualités culturelles, le photographe Patrick Galbats a fait le choix de l'indépendance. Il voulait notamment poursuivre sa quête identitaire personnelle : celle d'aller à la recherche de ses racines hongroises, pays qu'il n'a jamais connu que par les récits de ses parents. Mais, à force d'y retourner pour documenter le pays dirigé d'une main de fer par Victor Orbán, il a découvert une nation qui non seulement se laisse tenter par une politique migratoire autoritaire, mais qui n'a en plus jamais arrêté de rêver de la grande Hongrie. Dans le cadre du Mois européen de la photographie (Emop ; voir page 15), Patrick Galbats montre les premières photos rapportées de ces voyages initiatiques. En page 17 de cette édition, dans le cadre de nos interventions d'artistes réalisées en collaboration avec le CNA, les lecteurs du *Land* découvriront en outre une des photos de la série *Signes*, qui paraîtra prochainement en livre. Que ce soit en Hongrie ou au Luxembourg (photo ci-dessus ; patrickgalbats.com), Patrick Galbats a toujours eu un œil pour les non-lieux, les espaces abandonnés, les interstices – et ce qu'ils disent sur la société. jh

Politique

Luxembourg House

Ne dites plus Musée d'histoire de la Ville de Luxembourg (et surtout pas « Liftmusée ») : à partir d'aujourd'hui, ce musée s'appelle officiellement Lëtzebuerg City Museum. Une toute nouvelle scénographie y présente désormais l'évolution historique de la capitale depuis le X^e siècle (nous y reviendrons). jh

Stratégie expansionniste I

À une semaine du vernissage de *Thank you so much for the flowers*, le pavillon de Mike Bourscheid à la Biennale d'art contemporain de Venise, nos confrères du *Wort* ont dévoilé ce mardi 2 mai les projets du ministère de la Culture de déménager cette présence nationale de l'excentrée Ca' del Duca, que le Luxembourg occupe depuis la fin des années 1990, vers le très central Arsénale (photo de 2015 : TPC). Des pourparlers pour la location d'une surface de 250 mètres carrés dans la nouvellement restaurée *Sale d'armi* seraient en cours, a confirmé le secrétaire d'État à la Culture, Guy Arendt (DP) vis-à-vis du quotidien. L'hôtel particulier actuel ne fait que cent mètres carrés. Le déménagement serait envisageable dès la biennale d'architecture 2018, selon le *Wort*. jh



Arts plastiques

Stratégie expansionniste II

Si Bernard, le père et fondateur, et Arlette Klein, la nouvelle arrivée, se sont un peu retirés des affaires courantes de la galerie Ceysson, c'est pour laisser main libre à François, le fils, et à son associé, Loïc Bénétière. Désormais, l'entreprise s'appelle donc Ceysson & Bénétière, et elle a délaissé le Fëschmart pour mieux conquérir Manhattan. Demain, samedi 6 mai, l'empire des galeries Ceysson & Bénétière, qui s'étend de Saint-Étienne, en passant par Genève et Paris, jusqu'au Wandhaff, inaugurera son espace new-yorkais. Au 956 Madison Avenue, juste en face de l'ancien Whitney Museum, il se lance avec une rétrospective de Claude Viallat, le plus français des artistes fidèles de la galerie (ceyssonbenetiere.com). jh



Le collectif revient

C'était avec un pincement au cœur que le DKollektiv, un groupe d'artistes plasticiens et musiciens, avait quitté les friches industrielles de Dudelange l'année dernière, après seulement quelques semaines de travail sur place. Et bien, les voici qui reviennent, au Hall Fondouq, impressionnant bâtiment industriel (photo : Joe Birchem). L'inauguration de ce nouvel *Atelier D* aura lieu jeudi prochain, 11 mai, de 17 à 21 heures. jh

Événements



Le grand raout

Ce n'est pas une exposition, c'est une anthologie ! Un an après le projet *Zaepert*, l'équipe autour de l'artiste Théd Johannis (photo : Emile Hengen / Monochrome) investit à nouveau un garage désaffecté, cette fois dans le quartier Uecht à Esch-Alzette. En tout, l'événement présentera les travaux de 93 artistes, qui auront travaillé sur place depuis le début de l'année. On y trouve de parfaits inconnus comme des peintures nationales (Dani Neumann, Eric Mangel, Jo Malano, Laurent Nunziatini, Marie Josée Kerschen, Spike ou Serge Ecker...). Ouverte les week-end entre ce soir, vendredi 5 mai (vernissage à 18 heures), et le 21 mai, l'exposition sera aussi la coulisse de concerts, *Open Screen* et autres manifestations *crossover* (infos sur Facebook). jh

La culture, toute une nuit

Alors que le projet *Uecht* est entièrement autogéré, la manifestation concurrente ce week-end à Esch, la *Nuit de la culture*, est entièrement institutionnelle. Pour toute une nuit, toutes les maisons culturelles de la capitale du Sud ouvriront gratuitement leurs portes au public, avec une programmation culturelle éclectique (programme : esch.lu/nuitculture). jh

Théâtre

Démontage sans merci

Il fallait le faire : en novembre 2014, l'acteur Luc Feit interprétait *Die Liste der Unerwünschten* (ou *Die Antrittsvorlesung*), un texte de Gerd Zahner sur le romaniste Robert Jauss à l'endroit même où celui-ci enseigna : à l'université de Konstanz. Or, le texte de Zahner ne parle pas des recherches en poétologie ou en littérature du professeur respecté, mort en 1997, mais en démonte le passé nazi, qu'il cache sa vie durant. À l'âge de 24 ans, Jauss fut *Hauptsturmführer* de la Waffen-SS, responsable e.a. de la punition de ceux des 8 000 volontaires français qui n'adhéraient pas suffisamment à l'idéologie nazie. Depuis 2014, la pièce mise en scène par Didi Danquart est régulièrement reprise. Elle le sera le week-end prochain, les 13 et 14 mai, au Théâtre national (tnl.lu). jh

Enfants rois

Pourquoi connaît-on si peu le théâtre de la Grande Région ? Ce soir, vendredi 5 et demain, samedi 6 mai, il y a deux occasions pour y remédier en allant voir, au Grand Théâtre, *La bonne éducation* mis en scène par Jean Boillot, le directeur du Nest à Thionville. Boillot y combine deux courtes pièces en un acte d'Eugène Labiche, *La fille bien gardée* et *Maman Saboulex*, pour parler de la condition de l'enfant au XIX^e siècle – et faire ainsi réfléchir à celle de l'enfant aujourd'hui (theatres.lu). jh

People



Elo di Blo

Il est né six ans après qu'elle ait chanté *L'amour est bleu* à l'Eurovision, en 1967, pour le Luxembourg et se soit classée quatrième (en 1972, elle remportera le même concours pour le Luxembourg, avec *Après toi*). Vendredi dernier, 28 avril, Vicky Leandros (68 ans) était à la Rockhal – et fit participer le Premier ministre Xavier Bettel (DP, 44 ans) à son interprétation de *L'amour est bleu*. Aidé par une pancarte avec le texte, un Xavier Bettel visiblement ému entonna la deuxième strophe (« Bleu, bleu l'amour est bleu / Berce mon cœur / Mon cœur amoureux / Bleu, bleu l'amour est bleu / Bleu comme le ciel / Qui joue dans tes yeux » ; photos : Facebook de Vicky Leandros). Line Renaud n'est-elle pas amie et soutien d'Emmanuel Macron ? Et le Luxembourg a bien un grand-duc héritier qui chante (voir *d'Land* 17/17) ; Laurent Loschetter, le directeur de l'Atelier, est *best buddy* avec Xavier Bettel, et le directeur de la Rockhal, Olivier Toth, est candidat aux élections communales pour le DP à Strassen... Décidément, la musique pop n'est plus politiquement neutre. jh

European month of photography

Wolkenbruch



Sinje Dillenkofer bei der Präsentation ihrer Arbeit *Placeholder* im Casino; Carine und Elisabeth Krecké stellen *404 Not found* im Casino vor; Patrick Galbats im Cercle Cité; Philippe Dupont überreicht Samuel Gratacap den *Emop Arendt Award* (von links nach rechts)

Boris Loder

Looking for the clouds ist das Motto des diesjährigen European month of photography (Emop), der im Wechsel mit anderen europäischen Hauptstädten alle zwei Jahre unter der Organisation von Pierre Stiwer und Paul Di Felice in Luxemburg stattfindet. Nachdem zuvor bereits erste Ausstellungen im Mudam und im MNHA eröffneten (siehe *d'Land* 15/17), regnete es – um bei der Metapher zu bleiben – letzte Woche noch eine wahre Flut an Bildern übers Land, insbesondere in die Stadt, wo in der Abtei Neumünster, dem Cercle Cité und dem Casino weitere große Gruppenausstellungen eröffnet wurden.

Begleitet vom internationalen Tross der Kuratoren aus den beteiligten Ländern begann die Eröffnungstour mit der Vernissage der Ausstellung *Shifts* in der Abtei Neumünster. In der Kapelle pflegten vier italienische Fotografen einen stark subjektiven Blick. Die deutsch-Italienerin Bärbel Reinhard präsentiert mit *As above so below* ein fotografisches Notizbuch, in dem sie Fotografien unterschiedlicher Objekte und Szenarien anhand persönlicher Assoziationen paart. Manches ist visuell nachvollziehbar, wie die Kombination zerfurchter Pflanzenblätter mit einer zertalten Reliefkarte, anderes bleibt subjektiv konnotiert. Ähnlich persönlich und grafisch überaus interessant gestaltet sich Stefano Parrinis Projekt *Home*, in dem er abstrakte Bilder des Interieurs seiner Wohnung mit Sternkarten und Beschreibungen versieht, und so einen häuslichen Mikrokosmos schafft.

Im Kreuzgang der Abtei zeigt Christian Gattinoni mit *Deuxième génération: la Mémoire contre tous les fascismes* Arbeiten aus mehreren Jahrzehnten. Die verstörende Kombination historischer Aufnahmen deportierter Juden mit Bildern der Karkasse eines gegrillten Rinds ist ein Apell an die „zweite Generation“, die er nun, da es immer weniger Zeitzeugen gibt, in der Pflicht sieht, die Erinnerung an die Nazi-Barbarei aufrecht zu erhalten.

Ein Rückgriff auf die jüngere Geschichte liegt als Ausgangspunkt der Ausstellung *Contemporary photography in times of conflict* im Casino zugrunde. Die Ausstellung beginnt mit Arbeiten zum 11. September 2001, wie etwa Richard Drews ikonischer Aufnahme des *Falling man*, der sich während des Terroranschlags aus dem WTC stürzte. In Anbetracht der gegenwärtigen Flüchtlingsthematik, die in einigen Werken präsent ist, bildet der Rückgriff auf den 11. September einen Wendepunkt, ohne den gegenwärtige Konflikte nicht nachzuvollziehen sind. Doch dominiert das Ereignis sehr stark: Hans-Peter Feldmann zeigt 160 Titelseiten internationaler Zeitungen vom 12. September – eine Arbeit, die verdeutlicht, wie sehr der Impact des Ereignisses durch die massenhafte mediale Verbreitung der Bilder von den brennenden Twin Towers potenziert wurde. Ob

Feldmanns Cover, Swen Renaults Bilder von Lini-enflugzeugen, die scheinbar New Yorker Fassaden tangieren, Sinje Dillenkofers abfotografierte Reste von Stahlstehlen, die im Boden des 9/11 Museums wie Narben zurückblieben – die Arbeiten folgen vergleichsweise simplen Konzepten.

Mit Omer Fasts Videoinstallation *5 000 Feet is the best* rückt mit dem Drohnenkrieg ein Resultat dieses historischen Wendepunkts in den Blick. Die Arbeit basiert auf einem Gespräch mit einem Drohnenpilot, in dem dieser über seinen Berufsalltag ebenso wie über Fehler und Reue berichtete. Die Umsetzung erfolgt als Reinszenierung mit einem Schauspiel, unterbrochen von dessen Exkursionen durch Las Vegas. Die Vermengung von Fakt und Fiktion mit einem Rückgriff auf *special effects* und verwackelte Kameraführung zeigt die Bedeutung der Repräsentation in Relation zum eigentlichen Inhalt auf. Die Glaubwürdigkeit entsteht mehr aus der Darstellung als aus dem Gesagten. Weiter erwähnenswert ist die Arbeit der Luxemburger Künstlerinnen Carine und Elisabeth Krecké, die mit *404 Not found* eine Verschriftlichung rechtlich geschützter Google Street View Bilder präsentieren und das Gezeigte durch die Möglichkeiten des Textuellen hinterfragen.

Vollständig dem Dokumentarischen verschrieben haben sich die Fotografen der Ausstellung *Borderlines* im Cercle Cité. Der frühere *Land*-Fotograf Patrick Galbats dokumentiert Ungarn, das Herkunftsland seiner Familie, und stößt dabei auf Symbole und Zeichen des wiederaufkeimenden Faschismus, wie rechtsradikale Fahnenträger oder die nationalistisch-nostalgische Pflege heroischer Denkmäler. Narrativ ebenso stark und in den Pastelltönen ansprechend ist die Arbeit des Tschechen Martin Kollar, der in einem gemeinsamen Projekt mit Fotografen wie Jeff Wall oder Thomas Struth in Israel verschiedenste Szenarien fotografierte, die ohne Kontext schwer zu verstehen sind: Schläuche, die aus einem blanken Flugzeugrumpf ragen, eine Patientin mit Elektroden auf der Stirn und einem Schlauch in der Nase, ein blutiges Schaf mit einem großen eingefassten Loch in der Flanke. Kollar kosteten diese Einblicke nach eigener Aussage mitunter extrem viel Überzeugungskraft. Ständig fühlte er sich dabei von den israelischen Autoritäten beobachtet. Er versteht es auf exzellente Weise, dieses Unwohlsein an den Betrachter weiterzugeben, den die Bilder – zumal ohne Kontext – verstört und fragend zurücklassen.

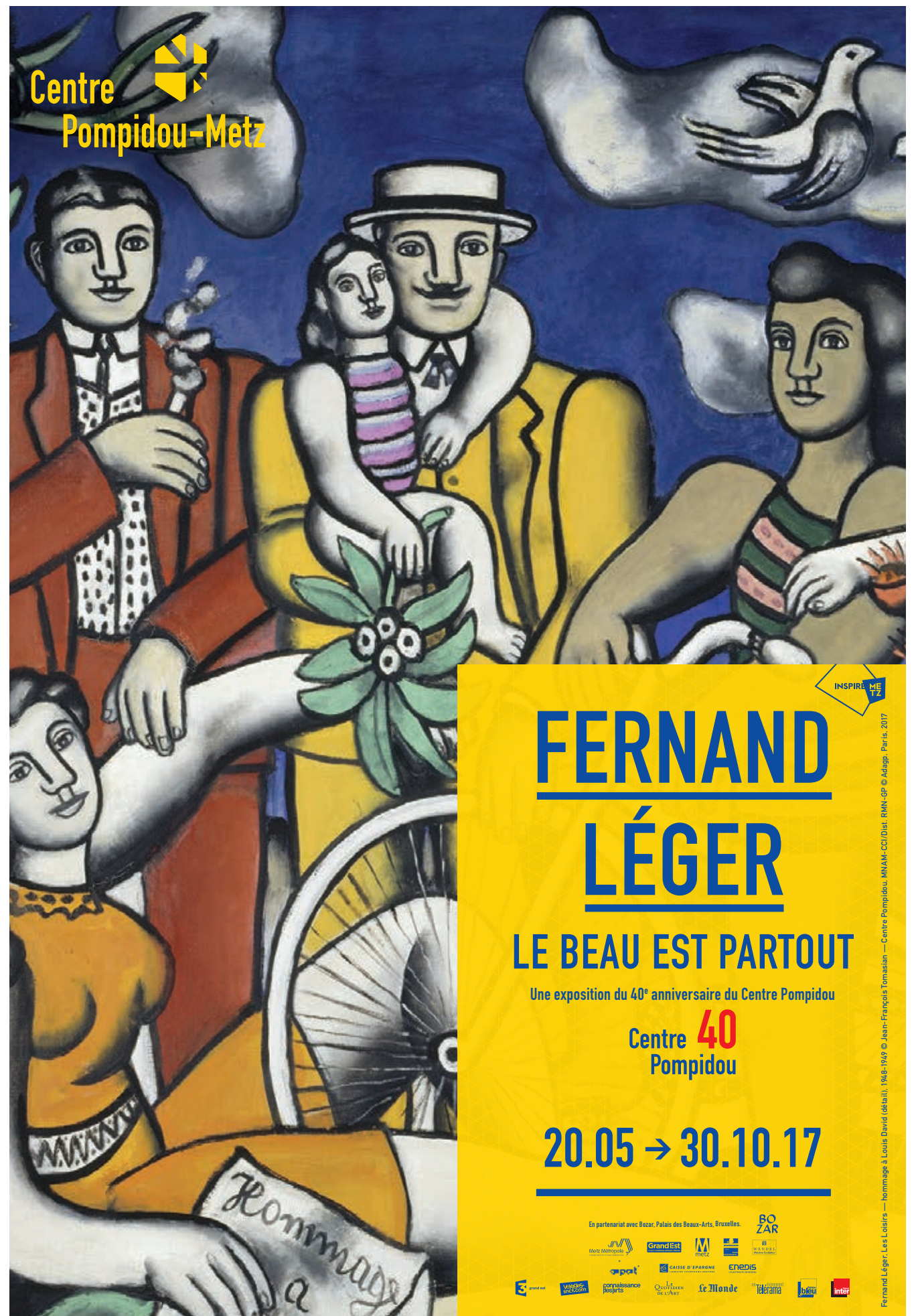
Weniger rätselhaft, aber mindestens ebenso verstörend ist Julian Röders großartige Reportage *World of warfare* von der größten Rüstungsmesse der Welt in Abu Dhabi. Entgleiste Gesichter beim Beratungsgespräch, gelangweilte Hostessen beim Anpreisen todbringender Panzer, Offiziere, die gleich einer Horde Shoppingqueens ihre Einkaufstaschen spazieren tragen und

goldfarbene Patronengürtel, die wie exklusiver Schmuck aus dem Schaukasten schimmern. Es mag der ungebrochenen Zuwendung zum Dokumentarismus geschuldet sein, dass diese Ausstellung, die die realen Absurditäten und Inszenierungen der heutigen Welt in aller Faktentreue aufzeigt, unter den anderen Gruppenausstellungen eindrucksvoll heraussticht.

Der Emop bietet auch in seiner diesjährigen Auflage eine umfassende Schau zeitgenössischer Fotografie von mitunter erstklassigem Niveau. Etwas bedauerlich war die programmatische Ballung während der drei Tage, die es nicht erlaubte, alle Rahmenveranstaltungen zu besuchen, die angeboten wurden. *Portfolio-review* im Cercle Cité und Führung durch die Cité de

l'Image Clervaux standen leider ebenso in zeitlicher Konkurrenz wie die Verleihung des Emop Arendt Award an Samuel Gratacap und das *Meet the artists* im CNA in Dudelange.

Mehr Informationen zu den Ausstellungen des European month of photography: www.emoplux.lu



Auf Eröffnungstour der grossen Ausstellungen des Emop, begleitet vom internationalen Tross der Kuratoren aus den beteiligten Ländern

Musique classique

Une belle affiche symphonique

Il y a des concerts où le critique, l'oreille ravie, « s'abandonne ». Comme les autres auditeurs, il applaudit et crie « bravo ». La musique le plonge dans un état second. Cela tient à une qualité d'électricité qui fait l'une de ces rencontres rares et précieuses que l'on appelle « grande soirée ».

C'était le 28 avril à la Philharmonie. À la manœuvre de l'Orchestre philharmonique du Luxembourg, Gustavo Gimeno, son chef attiré, met pour la première fois Brahms et Mozart sur le métier, tandis que Daishin Kashimoto au violon et Amihai Grosz à l'alto conjuguent leurs talents insignes dans une vibrante *Symphonie concertante K 364*.

Brahms et Mozart par Gustavo Gimeno au pupitre de l'OPL

La soirée débute aux accents des *Variations sur un thème* de Haydn, une œuvre plus souvent exécutée par l'orchestre que sur deux pianos, bien que cet effectif soit celui de la version originale. Brahms y apparaît comme un maître de l'instrumentation. La palette de tons du barde hanséatique s'avère d'une surprenante richesse : allant de la déférence mystique à l'idylle romantique en passant par le fantastique ou le nostalgique. Et ce que l'on entend est une magnifique leçon de style. Grâce au maestro ibérique qui parvient à insuffler à cette pièce galvaudée une énergie peu commune. Grâce à sa verve dansante, grâce à la minutie de sa battue roborative qui ne néglige aucun détail apparaissent, admirablement domestiquées, toute la virtuosité contrapuntique et toute l'incantation émotionnelle de cette grande page brahmsienne, dont les pupitres de l'OPL se font les interprètes brillants et hauts en couleurs.

Un moment d'enchantement chassant l'autre, deux solistes de haut vol offrent ensuite de la *Symphonie concertante pour violon et alto* du divin Mozart une version flamboyante, riche de tempérament et attachante de personnalité. Si l'alto d'Amihai Grosz ne démerite pas, c'est surtout le violon de Daishin Kashimoto qui retient l'attention par sa sonorité généreuse, son sens rare des attaques et des transitions, même s'il séduit ici plus par le raffinement, l'élégance et les nuances que par la densité spirituelle, l'alacrité rythmique, la force dynamique ou le rubato parfois excessif. On loue souvent dans ces colonnes le violon de Vadim Repin, Gidon Kremer, Hilary Hahn ou Anne-Sophie Mutter. A ce violon virtuose, il faut désormais ajouter celui de la star japonaise, dernier en date des grands élèves du fameux Zakhar Bron. Autre sujet de satisfaction : la fusion remarquable des deux solistes. Double élégance au service de Mozart, les deux partenaires ne quittent jamais le ton de la confiance en évitant toute déclamation superfétatoire, grâce à un sens inné de l'équilibre et une éloquence subtilement mesurée, grâce enfin et surtout à un sens du dialogue vivant, frémissant de grâce, entre eux deux (la poignante prière de l'Andantino !) et avec l'orchestre.

Après cette excursion exquise en terre mozartienne, la soirée s'achève comme elle a commencé : avec Brahms. En dompteur, en véritable chaman des sons, Gustavo Gimeno impose sa conception personnelle de la *Deuxième symphonie* d'un Brahms à la fois vigoureux et solaire, ombré d'une fragilité et d'une sensibilité qui courent à fleur de peau. Certes, on n'écoute pas le compositeur de Hambourg comme on écoute le *Wunderkind* de Salzbourg. Son esthétique apparaît comme un bloc monolithique fait de puissance et de composition, et dont les deux moteurs – l'introspection et la contemplation – nous font pénétrer dans les arcanes de l'âme. Technicien et musicien de classe, Gimeno, soulignant ici les rêveries intimistes, là les emportements panthéistes, refuse de voir en cette *Deuxième* uniquement la *Pastorale* comme on la surnomme volontiers, tant cette immense symphonie est romantique (*Allegro*) et lyrique (*Adagio*), bucolique (*Allegretto*) et volcanique (*Finale*), bref, apollinienne et dionysiaque. Les paradoxes qui sous-tendent l'esprit olympien de ce chef-d'œuvre s'animent et prennent corps (nonobstant telle ou telle infime faiblesse de technique ou d'équilibre entre les pupitres finalement de peu de poids) sous l'effet d'une direction énergique pour se fondre dans une vision qui, si elle ne mange pas de pain, si elle ne prétend pas se faire remarquer à tout prix, a néanmoins le mérite de perpétuer la grande tradition interprétative. Ce qui n'est pas rien. C'est en tout cas revigorant. En un mot, c'est du Gustavo Gimeno. Bravo ! José Voss

Theatre



Jude Law

Janine Goedert

As soon as people found out that Jude Law would be on stage at our Grand Théâtre, tickets started selling like hot cakes. At the end of June he will be topping the bill in Ivo van Hove's stage version of *Ossessione*, Luchino Visconti's 1943 film. The show has just opened in London and features a company of both British and Dutch actors. It is van Hove's fourth adaptation of Visconti's work.

He starts from the neorealist (or pre-neorealist) black-and-white film, which is itself based on the 1934 American thriller, *The Postman Always Rings Twice* by James M. Cain. Visconti took the text and turned it into a very Italian story of pas-

sion and murder. Not surprisingly, the Fascists found *Ossessione* so upsetting that they banned it. Vittorio Mussolini, the dictator's son, famously stormed out of the Rome premiere, shouting: "This is not Italy."

There is the busy roadside trattoria serving steaming dishes of pasta, there is the local priest going fishing when he has no funeral or christening to attend to and there are the trips to both Ancona and Ferrara... Layers upon layers of narrative set personal freedom against convention, restlessness against domesticity. The long dusty roads in the windswept Po valley may lead you anywhere!

Obsession has just opened in London before coming to Luxembourg in June. It is Ivo van Hove's fourth adaptation of Visconti's work

What van Hove has done in *Obsession* is strip the plot free from any clutter or local colour. The stage is a no man's land, a huge space with a sculptural feel to it. There is a sleek showroom kitchen island, a washbasin, a car engine hanging above the stage and an automated accordion tumbling from the ceiling.

The bustle of the trattoria has been replaced by clinical coldness. Incidentally, the names of most of the characters have been changed. In-between serving at table and doing the dishes, Hanna (Halina Reijn), the young wife of Joseph, (Gijs Scholten van Aschat) the boorish owner, sits on

the counter, painting her toenails. In walks Gino (Jude Law), a handsome drifter looking for work. They instantly fall for each other and start a liaison behind the husband's back. Van Hove turns the latter into a particularly gross figure who is constantly out to bully and humiliate his wife.

Yet when Gino and Hanna run away, she changes her mind as she lacks the courage to face the unknown and to abandon what has become her home. Safety matters to her more than anything else. So in the end he goes off by himself. But then chance intervenes. The three of them meet again in Ancona, and this time Gino and Hanna decide to act. Driven by their passion for each other, they swiftly stage Joseph's murder.

And then, just like the Macbeths, they will forever be separated by the crime. Guilt and mutual recrimination take over. Joseph's ghost may not appear as Banquo's does in Shakespeare, but the experience is almost identical. What started off as a vision of a happy future together turns into a living nightmare. Gino feels trapped and used, while Hanna stands helplessly by, with nowhere to go.

Long pauses punctuate the evening; the dialogue has been cut down to essentials. Occasionally huge video images show bodies and faces in extreme close-ups that echo the camera work in Visconti's film. The bare beauty of those projections fits the stylish production perfectly, but at times it all feels too analytical, too cerebral. As if life itself were on hold.

So, in spite of the beautiful acting, you come out somewhat underwhelmed – with powerful tableaux in your head, but disappointed by the occasional awkwardness and by too much melodrama.

Obsession is at the Barbican until May 20. It will be at the Grand Théâtre from June 23 to 25; www.theatres.lu.

Zeitgenössischer Tanz

Anina Valle Thiele

Geschichte wird bekanntlich von bedeutenden Männern geschrieben. Vielleicht liegt es daran, dass die Geschichte der Schwestern Bal bis heute noch kaum erzählt wurde. Vielleicht liegt es aber auch daran, dass es neben ein paar vergilbten Fotos aus der Photothèque und Zeitungsartikeln aus der ehemaligen Sowjetunion kaum gesicherte Dokumente über die beiden gibt. Ihre Lebensgeschichte ist schillernd. Sie passt in der Form, in der sie Simone Mousset in ihrem Tanzstück *Bal* erzählt und in Bühnensprache übersetzt in kein Geschichtsbuch. Dabei liefert ihr Leben durchaus Stoff für nationale Mythen: Einst lebten zwei Schwestern in Luxemburg, die quer durch das ganze Land und bis über die Grenzen des Großherzogtums hinaus mit ihrem folkloristischen Tanz für Furore sorgten. Sie reisten durch die Welt, gründeten ihre eigene Kompanie und sollten irgendwann bei einer Tournee in die UdSSR spurlos verschwinden ...

Die Tänzerinnen Simone Mousset und Elisabeth Schilling erzählen die konstruierte Geschichte der Schwestern Bal in einem einstündigen Stück im Kulturhaus Miersch, märchenhaft und avantgardistisch. Mutig und witzig. Zu sanfter Akkordeonmusik (Maurizio Spiridigliozzi) performen Mousset und Schilling zunächst den „Dauwendanz“ der Bal-Schwestern, einen alten Volkstanz. Mit Tripelschritten und wackelnden Köpfen werden sich die beiden vermeintlich unbeholfen und doch in jedem Moment mit sicheren Tanzschritten über die Bühne bewegen, um sich dann Vögeln gleich in die Lüfte zu schwingen.

Simone Moussets Choreographie, die die Tänzerin in weiten Teilen im Rahmen ihrer Künstlerresidenz im Kulturhaus Miersch konzipiert hat, zeigt, dass die Schwestern Josephine und Claudine Bal, geboren in den 1920er Jahren in Broderbour, mit der Interpretation ihrer folkloristischen Stücke ihrer Zeit weit voraus waren. Die Auszüge aus ihrem „Dauwendanz“ oder „Josiane, d'Meedche vum Land“ wirken von Mousset und Schilling interpretiert trotz der recht biederer traditionellen Kostüme, den langen Röcken und hochgeschlossenen Blusen, frech und progressiv. In Nancy sollten die beiden auf ihre Liebhaber Claude und Joss treffen und von ihnen schwanger werden... seiner Zeit ein Skandal!

1962 gründeten die Schwestern das „Ballett national folklorique du Luxembourg“.

„But the turning point in their career came when they went to America“ erzählen die beiden in dem Stück, deren Dialoge überwiegend englisch sind. Nach ihrem Aufenthalt in den Vereinigten Staaten gründeten sie ihre eigene Kompanie und akquirierten talentierte TänzerInnen zwischen Luxemburg und Brüssel. In den 70er Jahren folgten angeblich Auftritte in Spanien, Osteuropa und der ehemaligen Sowjetunion.

Historische Bilder von Théo Mey aus der Photothèque und Zeitungsartikel u.a. aus *El País* im Foyer des Kulturhaus Miersch sollten von ihrem einstigen Erfolg künden. Aus zahlreichen Dokumenten hat Simone Mousset die Geschichte des Tanzballetts der Bal-Schwestern zusammengesetzt und mit Hilfe der heute 93-jährigen Alice Lawrence, einst selbst Tänzerin der Truppe, rekonstruiert, liest man in der begleitenden Broschüre.

Ihre Ballett-Stücke waren seiner Zeit jedoch nicht sonderlich erfolgreich, „die Leute langweilten sich“ heißt es in *Bal*. So war auch ihre Performance „Josiane, the country girl“ nie beliebt, wurde sie doch als zu depressiv wahrgenommen. Ihre eigene Tanzsprache sollten sie erst mit den Jahren entwickeln. Erst als sie mit „Tusnelda, d'Kinnigin vun Turkestan“ orientalische Kulturen imitierten, sollte ihnen der Durchbruch gelingen. Doch auf dem Höhepunkt ihres Erfolges verunglückten ihre Männer. Schicksal oder Fügung – die Parallelen zwischen den wahren Lebensgeschichten der Schwestern und ihren Stücken, insbesondere der Handlung von „Josiane, d'Meedche vum Land“, liegen auf der Hand. Ihre Erzählungen erweisen sich als Prophezeiungen: Eine Grauzone, in der Erzählung und Sage verschwimmen. So wie die gesamte Geschichte der Bal-Schwestern phantastisch und nicht frei von Widersprüchen ist, ist sie doch „frei erfunden“ – wie Simone Mousset nur wenige Tage nach der Premiere das Geheimnis lüftete. Liest man die Ankündigung im *Tageblatt* vom 18. April 2017, so heißt es darin: „Wenn es nicht wahr ist, ist



Simone Mousset und Elisabeth Schilling

Die Bal-Schwestern – eine Fabel in Zeiten von „Fake news“?

es doch erfunden ...“ und „in Zeiten von ‚fake news‘ eine perfekte Geschichte, die erzählt werden will“. Keine Frage, der Medienpartner war, was die Fiktion der Geschichte betrifft, im Bilde, während die „Zeitung für Wahrheit und Recht“ hereinfiel auf Moussets vermeintlich dokumentarisches Stück.

Aber ist dies auf der Bühne wirklich wichtig? Oder zählt nicht vielmehr, wie Geschichten im Theater erzählt werden? Das Volkstümliche transportiert sich in der verspielten Choreographie ebenso gut wie die Sage um das Geschwisterpaar, das von Schilling und Mousset selbstbestimmt und witzig interpretiert wird. Die wilden Gerüchte über ihr Verschwinden werden von ihnen in den Raum geworfen und ironisch widerspiegelt. Mit präzisen, leidenschaftlichen Tanzschritten erzählen die beiden Tänzerinnen in *Bal* so die Geschichte von zwei Luxemburger Pionierinnen des Zeitgenössischen Tanzes, die es namentlich nie gegeben hat und deren Stil, in den Anfängen von folkloristischen Elementen geprägt, sich vor allem als avantgardistisch herausstellen wird. Mousset und Schilling erschaffen mit *Bal* so tänzerisch eine Traumwelt. Simone Mousset ist es mit *Bal* zudem gelungen, selbst die Medienwelt kunstfertig zu täuschen. – Ein durch und durch gelungener Coup! Wenn es im Theater nicht darum geht, Träume zu kreieren, worum geht es dann?

Bal; Konzept und Direktion: Simone Mousset; Performance: Simone Mousset, Elisabeth Schilling; Text: Simone Mousset; Musik: Maurizio Spiridigliozzi, Kostüme: Mélanie Planchard; Künstlerische und dramaturgische Beratung: Anne-Mareike Hess; Blick von außen: Karin Kremer; Produktion: Simone Mousset; Co-Produktion: Mierscher Kulturhaus. Das Stück *Bal* wurde in weiten Teilen während der Künstler-Residenz Simone Moussets im Kulturhaus Miersch kreiert. Die Premiere war am 25. April im Mierscher Kulturhaus. Keine weiteren Spieltermine.

“ Nothing but our native land can give us a home. ”

István Simicskó, Hungarian Defence Minister, 13th of April 2017.



POSTES VACANTS AUPRÈS DE L'ÉTAT

L'ADMINISTRATION DU PERSONNEL DE L'ÉTAT SE PROPOSE D'ENGAGER PLUSIEURS **EMPLOYÉ(E)S DE L'ÉTAT** POUR LES BESOINS DES DÉPARTEMENTS MINISTÉRIELS, ADMINISTRATIONS ET SERVICES DE L'ÉTAT.

Les détails relatifs aux postes vacants peuvent être consultés sur le site internet GovJobs
WWW.GOVJOBS.LU

DERNIER DÉLAI POUR L'ENVOI DES CANDIDATURES:
Vendredi, le **12 mai 2017**
Renseignements: 247 83095; 247 83115
E-mail: centralisation@ape.etat.lu
(Communiqué par l'Administration du personnel de l'Etat)



RECRUTEMENTS AUPRÈS DE L'ÉTAT

L'ADMINISTRATION DU PERSONNEL DE L'ÉTAT ORGANISERA AU COURS DU MOIS DE JUILLET 2017 DES **EXAMENS-CONCOURS** DANS LES GROUPES DE TRAITEMENT **A1, A2, B1, C1, D1, D2 ET D3.**

Les détails relatifs aux examens-concours peuvent être consultés sur le site internet GovJobs
WWW.GOVJOBS.LU

DERNIER DÉLAI POUR L'ENVOI DES CANDIDATURES:
Vendredi, le **12 mai 2017**
Renseignements: 247 83094; 247 83279
E-mail: recrutement@ape.etat.lu
(Communiqué par l'Administration du personnel de l'Etat)



Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
Régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique

Postes vacants

Le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse se propose de recruter pour la rentrée scolaire de septembre 2017

un certain nombre d'institutrices ou d'instituteurs d'enseignement préparatoire (grade A2) pour les besoins du régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique.

Les instituteurs d'enseignement préparatoire sont recrutés parmi les instituteurs, les instituteurs d'enseignement primaire nommés ou remplissant les conditions de nomination dans le cadre du personnel de l'enseignement fondamental.

Les candidatures sont à adresser pour le 15 mai 2017 au plus tard à :
Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
Service du personnel
Bureau 317
L-2926 Luxembourg

Pour de plus amples renseignements concernant le détail sur les postes vacants et les pièces à joindre aux candidatures veuillez ou bien consulter le site postes-vacants.men.lu, ou bien contacter Monsieur Serge Polfer par téléphone au n° 247-85124 (matin) ou par courriel serge.polfer@men.lu.

Administration communale de Strassen

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 12.06.2017 à 10.00 heures

Lieu d'ouverture :
Administration Communale de Strassen
1, place G-D Charlotte
L-8041 Strassen

Intitulé :
Construction d'un immeuble résidentiel sis au N°110, route d'Arlon

Description :
Travaux de terrassement gros-oeuvre béton et d'aménagements extérieurs

Conditions de participation :
– Association momentanée avec dénomination d'un mandataire (le cas échéant)
– Chiffre d'affaires annuel minimum dans le métier concerné requis : 3 000 000 euros
– Effectif minimal : 50 personnes
– 3 projets similaires de référence

Conditions d'obtention du dossier de soumission :
Il ne sera procédé à aucun envoi de bordereaux.

Les documents de soumission peuvent être retirés à partir du 02.05.2017 soit électroniquement via le portail des marchés publics (www.pmp.lu), soit après réservation par fax ou par mail,

48 heures à l'avance, auprès du bureau d'architecture. Les documents pourront être retirés contre paiement en espèces (50 euros caution), montant remboursé en cas de remise d'une offre valable.

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus :
Theisen Architectes Sàrl
18, Val St André
L-1128 Luxembourg
Tél. +352 250 450
Fax +352 250 451
E-mail : t.a@theisenarchitectes.lu

Date limite pour la réception des demandes de documents ou pour l'accès aux documents :
05.06.17 à 17.00 heures

Réception des offres :
L'ouverture aura lieu le 12 juin 2017 à 10.00 heures Les offres établies sur des bordereaux qui n'ont pas été retirés au bureau mentionné ne seront pas prises en considération. Les offres portant l'inscription « Soumission pour... » sont à remettre à l'adresse prévue pour l'ouverture de la soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.



Informations complémentaires : <i>Quantité ou étendue globale:</i> – Travaux de terrassement en grande masse : – Débroussaillage et décapage de la terre végétale sur : 900 m² environ – Travaux de blindage (profilés métalliques + gunite) jusqu'à 7 m de profondeur sur une longueur de 20 m – Terrassement mécanique et transport à une décharge : 3 100 m³ – Supplément pour terrassement dans la roche (terrain classe 7) : 130 m³ – Protection des talus : 350 m² – Travaux de gros-oeuvre :	– Terrassement en tranchées dans la roche : 100 m³ – Béton : 620 m³ – Coffrage : 2 250 m² dont coffrage de dalle : 460 m² – Armatures classiques : 80 000 kg – Murs préfabriqués : 250 m² – Maçonnerie non portantes : 160 m³ – Isolations enterrées verticales : 185 m³ – Travaux de remblais contre bâtiment : 600 m³ – Travaux d'aménagements extérieurs : – Terrassement en tranchées : 160 m³	– Remblai en grande masse : 120 m³ – Canalisation en PP : 45 ml – Canalisation en PE : 15 ml – Surface en pavés : 75 m²
Le Collège des Bourgmestre et Echevins : M. Greiveldinger, Bourgmestre M. Pundel, 1^{er} Echevin M. Bestgen, 2^{ème} Echevin		
Date de publication de l'avis 1700661 sur www.marches-publics.lu : 29.04.2017		

Institut National des Langues

Examens et Tests
Sessions en juin 2017
Italien, Luxembourgeois, Allemand, Anglais

Examens/Tests	Dates des épreuves	Dates limite d'inscription	Tarifs	Inscription auprès
Università Per Stranieri Perugia Celi impatto A1 Celi 1 A2 Celi 2 B1 Celi 3 B2 Celi 4 C1 Celi 5 C2	Écrit : 19.06.2017 Oral : 19.06.2017	08.05.2017	120 euros	de l'Institut national des langues www.inll.lu
Ministère de l'Education Nationale Luxembourg Lëtzebuergesch als Friemsprooch (LaF) Zertifikat A2 Éischten Diplom B1 Zweeten Diplom B2 Ieweschten Diplom C1	Écrit : 17.06.2017 Oral : du 12 au 15.06.2017	12.05.2017	60€ euros 75€ euros 100€ euros 110 euros	
TestDaF Institut Test Deutsch als Fremdsprache (TestDaF)	Écrit : 14.06.2017 Oral : 14.06.2017	17.05.2017	175 euros	du TestDaF Institut www.testdaf.de
British Council International English Language Testing System (Academic + General Training)	Écrit : 24.06.2017 Oral : 24.06.2017	26.05.2017	227 euros	du British Council www.britishcouncil.be

Toute personne intéressée peut s'inscrire aux examens et tests de l'INL sans conditions préalables.

Renseignements :
INL – 15, rue Léon Hengen - L- 1745 Luxembourg
Tel.: +352 26 44 30 -361 et – 388 • exam@inll.lu • www.inll.lu

d'LetzebuurgerLand

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983

Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d'Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029, N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l'accord écrit de l'éditeur.
Gérant, rédacteur en chef Romain Hilgert (48 57 57-22; rhilgert@land.lu), **Rédaction** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu), Josée Hansen (48 57 57-26; jhansen@land.lu), Ines Kurschat (48 57 57-28; ikurschat@land.lu), Michèle Sinner (48 57 57-20; msinner@land.lu), Bernard Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu) **Photos** Sven Becker (sbecker@land.lu) **Administration** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; zbelgacem@land.lu) **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Publicité** Maison Moderne Media Sales 10, rue des Gaulois Luxembourg; boîte postale 728, L-2017 Luxembourg (27 17 27 27-32 ; francis.gasparotto@maisonmoderne.lu) ; **Impression offset** Imprimerie Saint-Paul **Prix par numéro** 3,50 € **Abonnement annuel** 120,00 € **Abonnement étudiant/e** 65,00 € **Comptes en banque** CCPLLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000, BILLULL : IBAN LU29 0027 1003 6990 0000, BGLULL : IBAN LU32 0030 0431 7039 0000, BCEELULL : IBAN LU30 0019 1000 2939 1000, CELLULL : IBAN LU71 0141 7162 5000 0000, BLUXLULL : IBAN LU59 0080 0484 9600 1003

Like a jazz machine

Cure anti-stress à Opderschmelz

Kévin Kroczek

Opderschmelz, temple du jazz au Grand-Duché, va à nouveau ouvrir ses portes à la crème du jazz autochtone, européen et même mondial à la fin du mois, le temps d'un week-end. Pour la sixième année consécutive, le festival *Like a jazz machine* débarque en trombe à Dudelange du 25 au 28 mai prochain. Quatre jours de « Jazz à plein tube » selon Danielle Igniti, directrice du centre culturel qui accueille cette messe attendue comme le messie dans la ville. Événement désiré par les aficionados du genre, il l'est aussi par la commune pour qui le festival représente un apport non-négligeable pour l'économie locale (hôtellerie et restauration). L'occasion d'étudier de plus près une programmation étonnante, détonante et, une fois n'est pas coutume, éclectique.

Le premier jour mettra à l'honneur les artistes en résidence, Jérôme Klein et Bojan Z. Le premier est un jeune Luxembourgeois que l'on retrouve souvent aux claviers en tant que *sideman*, il est notamment membre du Pol Belardi's Force. Pour son premier projet, Klein, dont il sera au centre, Opderschmelz lui a laissé carte blanche. Il sera accompagné sur scène par ses comparses Pol Belardi et Niels Engel. Le second, est un pianiste franco-serbe, habitué des lieux et du festival qui jouera une musique commandée pour l'occasion. Deux surprises qui, bonnes ou non, risquent de faire parler d'elles. Nguyễn Lê et Ngo Hong Quang seront aussi sur scène avec toute une troupe pour une explosion de musique traditionnelle. Enfin la soirée se conclura par le projet *The comet is coming*, conclusion funky d'un trio mené par le saxophoniste Shabaka Hutchings, personnalité enfantée par la musique électro-cosmique de Sun Ra notamment, comment ne pas avoir hâte ?

La sixième édition du festival offre une programmation étonnante, détonante et, une fois n'est pas coutume, éclectique

Exposition

La radicalité d'une époque

Lucien Kayser

Salzbourg, pas de doute là-dessus, c'est Mozart, le festival, en un mot la musique. C'est dire que les autres expressions artistiques, littérature, arts plastiques, n'y ont pas la vie facile, malgré les efforts de telles maisons d'éditions, de telles galeries. On pouvait toutefois penser, avec la création du Museum der Moderne, sur le Mönchsberg surplombant la ville et le cours de la Salzach, que les choses avaient une chance de changer. Elles l'ont fait, il y a de la visite, il y a surtout une grande qualité des expositions, et un nouvel élan en plus depuis que Sabine Breitwieser en a pris la direction. Seulement, ses expositions à elle ne sont guère faites pour le public qui fraye les festivals, de printemps ou d'été, trop exigeantes. Elles imposent des efforts aux visiteurs, les prennent des fois à contre-pied, en tout cas, pas question de distraction seule.

De sorte qu'on aura vite fait de reprocher à Breitwieser son engagement pour les artistes femmes, un art carrément féminin, voire féministe, de toute façon axé sur le corps, la sexualité, le genre. Avec des expositions de Carolee Schneemann par exemple (qui aura quand même un Lion d'or à Venise ces jours-ci), au passage de 2015 à 2016, et refaisant un coup analogue, de Charlotte Moorman (jusqu'au 18 juin prochain), l'extraordinaire violoncelliste américaine et compagne de route de Nam June Paik. Mais les attaques ne sont jamais aussi directes, la politique ne se hasarde pas sur ce terrain-là. Alors le responsable de la culture a trouvé autre chose, la directrice n'aurait pas la « soziale Kompetenz », et il semble acquis maintenant que sa mission ne sera pas prolongée. On trouvera sans doute quelqu'un(e) allant davantage dans le sens du tourisme, qui sache caresser dans le sens du poil.



L'Aki Rissanen Trio

Le premier soir les caméras d'Arte et de Mezzo seront d'ailleurs présentes.

Le second soir, le trio d'Aki Rissanen lancera le bal. Protagoniste très sollicité de la nouvelle scène jazz finlandaise, le pianiste risque d'en surprendre plus d'uns. Carla Bley suivra. La célèbre pianiste et compositrice américaine sera accompagnée par Steve Swallow et la section basse et par le légendaire saxophoniste Andy Sheppard. Le Pol Belardi's Force ensuite, inutile de préciser tout le bien qu'on l'on pense du jeune bassiste et de sa formation qui viennent présenter à nouveau leur dernier projet *Creation/Evolution*. Enfin Thomas de Pourquery et son mini-big band Supersonic concluront. Eux aussi présenteront une musique inspirée par la folie cosmique du mytique Sun Ra. Décédé en 1993, le gourou de Saturne a produit durant des décennies une musique qui, dans un monde torturé, offre encore aux plus jeunes générations la possibilité d'entrevoir un monde meilleur par-delà la stratosphère.

Le troisième soir Dock in Absolute seront de la partie. Le rafraichissant trio luxembourgeois effectue une année admirable, depuis 2016 ils tournent à travers le monde entier et le public luxembourgeois aura donc une occasion de les (re)découvrir durant

leur escale au pays, entre une série de concerts en Russie et une autre en Espagne et en Grèce. Le Joachim Kühn New Trio suivra, accompagné par le trompettiste Enrico Rava pour des reprises de Geršwhin, The Doors ou encore de Krzysztof Komeda, génial compositeur de musique de films et étoile montante de la scène jazz polonaise disparu il y a près de cinquante ans. Les formations des suisses Nik Bärtsch et Erik Truffaz compléteront la soirée. Enfin, dimanche soir, Michel Reis préformera au sein de son quartet japonais, inédit au Grand-Duché. Suivra le projet Tilt du talentueux flûtiste Joce Mienniel, qui était présent l'an dernier aux côtés de Sylvain Rifflet. Pour conclure Yvan Paduart, Quentin Dujardin, Bert Joris, Theo De Jong et Manu Katché.

Pour cette sixième édition, la présence de nombreux habitués du festival est justifiée selon la directrice des lieux. Danielle Igniti croit au concept de la fidélité « dans un monde où les modes décident de tout, ce qui est horrible pour les artistes ». L'occasion en tout cas, pour les amoureux du jazz de s'offrir une « cure anti-stress » durant une période qui n'en manque pas.

Le festival *Like a jazz machine* dure du 25 au 28 mai ; programmation : jazzmachine.lu, opderschmelz.lu

Cinémasteak

Le film était presque parfait

Dial M for murder est un des films les plus célèbres d'Alfred Hitchcock et un de ceux également les plus minorés par Hitchcock lui-même. À François Truffaut qui l'interroge dans son recueil d'entretiens, il répond que « nous pouvons passer rapidement car nous n'avons pas grand-chose à en dire ». *Dial M for murder* est d'abord une pièce de la BBC qui est mise en scène sur les planches à Londres puis à New York où elle triomphe. Sa version cinématographique est tournée en 36 jours. Les extérieurs sont réduits à la portion congrue et le huis clos de la pièce est totalement respecté. Les dialogues très nombreux s'enchaînent à un rythme soutenu. Pour s'assurer de leur réussite, Hitchcock a conservé de la pièce de théâtre certains des acteurs. La densité des dialogues est telle que les discussions sur le rôle central joué par « la clé » de l'appartement relèvent de la casuistique. Ce final qui a fait la célébrité du film est certainement à l'origine de la structure et de la réussite de la série télévisée *Columbo* dans les années 1970. Le film fait également partie des nombreuses expériences de cinéma en trois dimensions, initiées au début des années 1950 et abandonnées fautes d'essais concluants. Hitchcock lui-même reconnaît « qu'il y avait peu d'effets directement fondés sur le relief ».

Un ancien champion de tennis trompé par sa femme essaie de la faire assassiner en engageant un homme de main

Il est donc étonnant de penser que cet exemple presque parfait de « théâtre filmé » soit associé par les cinéphiles du monde entier au génie cinématographique d'Hitchcock. Sa réussite tient précisément au fait que le cinéaste refuse par principe de sacrifier l'unité de lieu, caractéristique du théâtre, aux effets de style et de mouvements propres à la caméra. Libéré des contraintes de l'intrigue par la focalisation du spectateur sur les dialogues, Hitchcock dissémine dans l'image les quelques éléments qui font passer le film, de l'art du verbe à la magie du cinéma. Les ombres des deux amants se séparent lorsque l'on entend le mari s'approcher de la porte d'entrée ; la beauté de Grace Kelly passe de l'éclat glamour au teint blafard ; les couleurs de ses tenues suivent l'évolution psychologique du personnage. Le rouge brillant, symbole de l'énergie sexuelle et de son caractère subversif, cèdent progressivement la place au bleu et au gris de la déchéance et de la mise au ban de la société. Le procès elliptique est constitué de quelques plans fixes de Grace Kelly, derrière laquelle tournoient des lumières d'intensités différentes.

On identifie donc sans peine, les thématiques hitchcockiennes : Transfert moral de la culpabilité, confusion de la passion et du crime, volonté de puissance de l'assassin. Il ne manquait plus que la 3D pour retrouver dans ses conditions d'origine la projection d'un film presque parfait. Fabrice Montebello

Dial M for murder d'Alfred Hitchcock (États-Unis, vostf, 105') , sera projeté à la Cinémathèque, place du Théâtre, le jeudi 11 mai 2017 à 20h30. Le film est présenté de manière exceptionnelle en format 3D et dans le cadre des *Great restorations* de la Cinémathèque.

Dommmage, le Museum der Moderne s'est fait un nom, une réputation, et avec Breitwieser, Salzbourg a beaucoup gagné. Au sens le plus concret du terme, car venant de Vienne, de la Generali Foundation, elle en a fait passer une bonne par-

de se situer définitivement en marge, ou disons à l'intersection des différentes disciplines. L'exposition, dans sa première partie, comporte ainsi des maquettes, des objets, sous le couvert de l'utopie, comme tels projets de ville compacte, d'habitation

souterraine, autant de moments d'une extrême virulence critique. Un manifeste, à l'époque avait mis les choses au point : « Architektur ist das Recht derer, die nicht an das Recht glauben, sondern es machen. Sie ist eine Waffe... »



Walter Pichler : *TV-Helm (Tragbares Wohnzimmer)*, 1967

Suivent dans la deuxième moitié des années soixante, ce que Pichler appelle ses prototypes, ça tient de la sculpture tout en suggérant une fonction, les matériaux poussant même à l'exploitation industrielle. Le plus connu de ces prototypes, qui seront repris à la *documenta* de Kassel, quatrième édition en 1968, sans doute la casque pour télévision, « Tragbares Wohnzimmer », dit encore Pichler avec sa part de Schmah, et ne faut-il pas y voir, outre l'aspect quasiment sportif, l'isolement auquel l'homme se soumet. La bulle, réelle pour d'autres prototypes, il en a relevé très tôt l'existence et la promesse ou le succès d'avenir.

Si l'exposition, vers la fin, donne des images des constructions de Walter Pichler, au Burgenland pour abriter ses sculptures, au Tyrol du sud d'où il est originaire, le visiteur n'a aucune peine à saisir le

Celle d'un homme aussi, Walter Pichler, mêlant dans ses œuvres, ses prototypes, art, design et architecture

contraste. Dans l'Eggental, il s'agit d'une maison à côté de la forge familiale, classée, mais il y manque aujourd'hui le travail, la vie. « Wie immer in solchen Situationen muss man sich etwas einfallen lassen. Meist hat das mit Kunst und Kultur zu tun, wir aber wollten nur einen Raum bauen, in dem man sich aufhalten kann : zwei Menschen sollten einige Tage gut darin leben könne, Freunde könnten darin feiern oder man könnte darin arbeiten und dabei auf einem Platz sein, der vorher so genau bestimmt war und jetzt seine ursprüngliche Bestimmung verloren hat. »

Walter Pichler, *Radikal: Architektur & Prototypen*, exposition au Museum der Moderne, Mönchsberg, Salzbourg, ouverte jusqu'au 5 juin 2017, du mardi au dimanche de 10 à 18 heures, le mercredi jusqu'à 20 heures ; www.museumdermoderne.at

STIL

Nouvelles du front

Cyril B.

C'est un phénomène que nous connaissons tous : la meilleure élève de la classe prétend toujours avoir loupé son test, mais finit avec 17/20 ; le supporter parie sur la défaite de son équipe favorite ; les enfants se disent qu'il y aura sûrement des épi-nards à la cantine pour espérer que, au contraire, on leur serve une belle portion de frites. Imaginons le pire pour éviter qu'il ne survienne. Écri-vons donc un petit scénario de politique fiction : dans deux jours, en dépit des sondages et de leur machisme chronique, les Français pourraient bien élire une femme comme président de la République. S'ils l'ont fait, il sera trop tard pour se plaindre, et il faudra bien vivre avec, comme Donald Trump, le Brexit ou la mode du « pyjama de ville » pour cet été. Ils auront Le Pen, et nous de la peine. Imaginons donc de quoi pourrait être fait ce quinquennat, dans l'hypothèse assez

improbable où la candidate du Front National tiendrait ses promesses :

Tout d'abord, sortie de la France de l'espace Schengen et de l'Union européenne, assortie d'un retour des contrôles aux frontières. Il suffit de réfléchir trente secondes pour imaginer que les frontières ne seront pas fermées que dans un sens, et visualiser les embouteillages s'allonger jusque Nancy les jours de semaine, ou immobiliser complètement l'autoroute de Steinfort à Dudelange en période de vacances. Trois heures pour arriver au travail, trois heures pour rentrer chez soi, ça fera des bonnes journées de quinze ou seize heures pour nos col-lègues frontaliers. Enfin, ça c'est dans l'hypothèse optimiste où le Grand-duché délivrerait assez rap-idement des permis de travail pour les ressortis-sants français. Le service des étrangers du ministère

de l'Immigration aurait fort à faire pour délivrer quelques dizaines de milliers de permis de travail dans les délais requis. On devrait donc compter des listes d'attentes rien que pour avoir le droit de faire la queue sur l'autoroute... cela fait rêver ! Si vous vous sentez concernés, vous pouvez sans doute déjà prendre rendez-vous auprès du consul honoraire à Montigny-lès-Metz, qui reçoit de 10 heures à midi.

Cependant, l'attente vaudrait sans doute son pesant de cacahouètes dans la mesure où la France aurait également abandonné l'euro pour repasser au franc. Les hypothèses les plus optimistes tablent sur une dépréciation de la valeur monétaire d'au moins quinze pour cent à vingt pour cent. C'est d'ailleurs le but : réduire la dette d'autant et favoriser les expor-tations, car les électeurs frontistes veulent consom-mer local mais espèrent que les étrangers achète-



Il suffit de réfléchir trente secondes pour imaginer que les frontières ne seront pas fermées que dans un sens, et visualiser les embouteillages s'allonger jusque Nancy les jours de semaine

raient leurs produits. Du coup, les frontaliers, payés en euros, verraient leur pouvoir d'achat augmenter de façon inversement proportionnelle à celui de leurs concitoyens, payés avec de bons vieux francs français bien dévalués. Autant dire que, au bout de quelques mois, les bouchons pourraient même dépasser Nancy et atteindre Bar-le-Duc ou Dijon. À moins que l'essence, que madame Le Pen aura du mal à importer dans une monnaie autre que l'euro, n'ait tellement augmenté qu'il ne soit plus financiè-rement possible de prendre sa voiture. On verrait alors peut-être des Français réfugiés économiques camper dans les collines près de Zoufftgen, ou se cacher dans les remorques de camions ou d'auto-cars en transit pour le Luxembourg pour espérer des jours meilleurs. C'est sans doute ce qu'espèrent les 36 pour cent d'habitants d'Amnéville ou les 28 pour cent d'habitants d'Hagondange qui ont voté pour elle au premier tour et qui s'apprêtent, selon toute probabilité, à la placer également en tête au second. Inutile de préciser que plus aucun Français ne viendrait acheter des cigarettes ou du carburant au Luxembourg, puisqu'il faudrait les payer en euros. La station-service de Berchem pourrait peut-être être reconvertie en zone de tran-sit humanitaire, ou en agence bancaire.

Parmi les autres mesures absurdes qui ne man-queront pas de pimenter la vie de nos voisins, on attend avec impatience les conséquences de, par exemple, « la charte de protection des données personnelles des Français, qui rendra obligatoire le stockage de ces données sur des serveurs localisés

en France ». Bien sûr, Internet ça marche comme ça : les données des Français sont sur des serveurs en France, celles des Anglais en Angleterre et celles des Italiens en Italie. Autant dire que nos voisins vont se passer de Facebook, Twitter ou Whatsapp pendant quelques années et auront le plaisir de retourner sur les sites franco-français des années 1990 « Copains d'avant » ou « Caramail ». On ne s'appesantira pas sur les manifestations caricatu-rales de populisme que constituent la promesse de la retraite à 60 ans, l'obligation pour les étudiants en médecine de faire leur stage d'internat dans les dé-serts médicaux, le souhait de disposer d'une capa-cité de défense autonome en augmentant les bud-gets d'armement de 50 pour cent ou la préférence systématique à donner aux produits agricoles ou industriels hexagonaux. Il ne manque guère qu'un immense mur pour protéger ses concitoyens.

Du coup, on ne peut que s'incliner devant le ti-ming parfait de la nouvelle législation sur la na-tionalité luxembourgeoise, entrée en vigueur il y a tout juste un mois. Avec les nouvelles possibilités d'accès à la nationalité ouvertes notamment aux résidents, que ce soit par naturalisation ou par op-tion, devenir luxembourgeois pourrait bien être la meilleure solution pour ne plus désespérer de ses compatriotes : Exit le Brexit (comme par hasard, la section consacrée à l'immigration du site gui-chet.lu est disponible en langue anglaise...) ! Tchao les fachos ! Il ne restera plus qu'à suivre en-fin ces cours de luxembourgeois qu'on s'est promis de faire depuis quinze ans.



L'endroit

Si on aime bien brasser les ambiances, on se rend d'abord au Café des Tramways (Limpertsberg) pour l'apéro. En voyant les appétissantes « Flammekuech » passer sous son nez, on n'aura peut-être même plus envie de traverser la rue pour aller au **Kichen Eck** d'en face, qui fait depuis un certain temps son bonhomme de chemin, sans tambours ni trompettes. Lieu intime, restreint (photo : GD), mais carte assez généreuse au niveau offre. Spécialités libanaises et méditerranéennes se partagent les quelques pages du menu. Plateaux de mezze et fallafels concu-rent avec les couscous. Si on aime le vin, la note restera très raisonnable. Car il faut apporter sa propre bouteille selon le principe du BYO (*Bring your own*). Tout ça n'est pas mal du tout, mais un peu moins de humus (excellent par ailleurs) et plus de variations en légumes seraient les bienvenus, alors que les fallafels pourraient être réduits en taille. Une page entière est réservée aux végétariens, moussaka comprise. On y retournera pour la gentillesse du service, les prix vraiment raisonnables et pour essayer les émincés marinés aux sept épices, les boulettes à la sauce tomate, les glaces et crêpes au miel. Tout un programme. GD



L'endroit

Lors de la réouverture du restaurant Italia, rue d'Anvers, nous avions regretté que Léa et Léo, proprios depuis 1962, n'aient pas fait d'effort pour donner un look un peu plus contemporain à ce lieu familial. S'ils ne l'ont pas fait côté temple de Lucculus, où les grillades sont de même qualité que les pâtes maison, ils ont donné un vrai coup de neuf au reste de la maison, à savoir l'appart-hôtel **Italia Due**, où huit appartements à location courte durée ont été installés pour le meilleur confort du voyageur. De tailles variables, ils font entre 27 et 67 mètres carrés, ont une cuisine privative, un salon et séjour et une salle de bain (photo : booking.com). Inutile de préciser que la cuisine est entièrement équipée, porcelaine et couverts compris. Comme la famille Antognoli est particulièrement accueillante, les animaux de compagnie sont également acceptés sous certaines conditions. Le blanc et le beige do-minent partout, ce qui donne un maximum de luminosité aux lieux. (Les réservations se font sur le site de l'hôtel www.italiadue.lu, sur booking.com ou par téléphone au 28 84 87-200.) GD



L'événement

Avec l'appui financier du Fonds Delhaize, qui est géré par la Fondation Roi Baudouin, des jeunes de Belgique et du Luxembourg sont appelés à s'engager pour une société meilleure à travers leurs réseaux associatifs. Il s'agit de déposer, jusqu'au 8 juin 2017, des projets par lesquels ces jeunes contribuent à une meilleure cohésion sociale dans leur village ou leur quartier. De la créativité est désirée, qui permettra d'intensifier la convivialité parmi leurs voisins. Il pourra s'agir d'activités permettant une meilleure intégration des réfugiés tout comme la prise en charge de cours d'informatique pour personnes âgées. Ou encore, plus simplement, celle des courses de personnes isolées ou malades du quartier. Delhaize s'engage à soutenir les enfants et jeunes désirant développer leur sens du **bénévolat**. Un jury d'experts indépendants procédera à la sélection et déterminera le montant à accorder, à concurrence de 5 000 euros maximum par projet. En tout, le Fonds met un total de 122 000 euros à disposition des projets primés en Belgique et au Luxembourg. (Informations générales: Aurélie Stas, tél. +32-2-412 20 94 et sur le site kbs-frb.be ; photo: sb) GD



Marine Le Pen à Metz en mars